

C-20

Second Session, Forty-first Parliament,
62 Elizabeth II, 2013-2014

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-20

An Act to implement the Free Trade Agreement between Canada and the Republic of Honduras, the Agreement on Environmental Cooperation between Canada and the Republic of Honduras and the Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Honduras

FIRST READING, JANUARY 28, 2014

MINISTER OF INTERNATIONAL TRADE

C-20

Deuxième session, quarante et unième législature,
62 Elizabeth II, 2013-2014

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-20

Loi portant mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et la République du Honduras, de l'Accord de coopération dans le domaine de l'environnement entre le Canada et la République du Honduras et de l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République du Honduras

PREMIÈRE LECTURE LE 28 JANVIER 2014

MINISTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled “*An Act to implement the Free Trade Agreement between Canada and the Republic of Honduras, the Agreement on Environmental Cooperation between Canada and the Republic of Honduras and the Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Honduras*”.

SUMMARY

This enactment implements the Free Trade Agreement and the related agreements on environmental and labour cooperation entered into between Canada and the Republic of Honduras and done at Ottawa on November 5, 2013.

The general provisions of the enactment specify that no recourse may be taken on the basis of the provisions of Part 1 of the enactment or any order made under that Part, or the provisions of the Free Trade Agreement or the related agreements themselves, without the consent of the Attorney General of Canada.

Part 1 of the enactment approves the Free Trade Agreement and the related agreements and provides for the payment by Canada of its share of the expenditures associated with the operation of the institutional aspects of the agreements and the power of the Governor in Council to make orders for carrying out the provisions of the enactment.

Part 2 of the enactment amends existing laws in order to bring them into conformity with Canada's obligations under the Free Trade Agreement and the related agreement on labour cooperation entered into between Canada and the Republic of Honduras.

Part 3 of the enactment contains coordinating amendments and the coming into force provision.

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi portant mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et la République du Honduras, de l'Accord de coopération dans le domaine de l'environnement entre le Canada et la République du Honduras et de l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République du Honduras* ».

SOMMAIRE

Le texte met en oeuvre l'accord de libre-échange et les accords connexes sur la coopération dans les domaines de l'environnement et du travail conclus entre le Canada et la République du Honduras et faits à Ottawa le 5 novembre 2013.

Les dispositions générales du texte prévoient qu'aucun recours ne peut, sans le consentement du procureur général du Canada, être exercé sur le fondement des dispositions de la partie 1 ou des décrets d'application de celle-ci, non plus que sur le fondement des dispositions des accords eux-mêmes.

La partie 1 approuve les accords et prévoit le paiement par le Canada de sa part des frais liés à la mise en place du soutien institutionnel et administratif nécessaire. Elle confère au gouverneur en conseil le pouvoir de prendre des décrets en vue de l'exécution des dispositions du texte.

La partie 2 modifie certaines lois afin de donner suite aux obligations prévues par l'accord de libre-échange et l'accord connexe de coopération dans le domaine du travail conclus entre le Canada et la République du Honduras.

La partie 3 comprend des dispositions de coordination et la disposition d'entrée en vigueur.

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO IMPLEMENT THE FREE TRADE AGREEMENT BETWEEN CANADA AND THE REPUBLIC OF HONDURAS, THE AGREEMENT ON ENVIRONMENTAL COOPERATION BETWEEN CANADA AND THE REPUBLIC OF HONDURAS AND THE AGREEMENT ON LABOUR COOPERATION BETWEEN CANADA AND THE REPUBLIC OF HONDURAS

SHORT TITLE

1. *Canada–Honduras Economic Growth and Prosperity Act*

INTERPRETATION

2. Definitions
3. Interpretation consistent with agreements
4. Non-application of Act or Agreement to water
5. Construction

HER MAJESTY

6. Binding on Her Majesty

PURPOSE

7. Purpose

CAUSES OF ACTION

8. Causes of action under Part 1

PART 1

IMPLEMENTATION OF THE AGREEMENT AND THE RELATED AGREEMENTS

APPROVAL

9. Agreements approved

ADMINISTRATIVE AND INSTITUTIONAL PROVISIONS

10. Canadian representative on Commission
11. Payment of expenditures

TABLE ANALYTIQUE

LOI PORTANT MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, DE L'ACCORD DE COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT ENTRE LE CANADA ET LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS ET DE L'ACCORD DE COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DU TRAVAIL ENTRE LE CANADA ET LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur la croissance économique et la prospérité — Canada-Honduras*

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

2. Définitions
3. Interprétation compatible
4. Non-application de la présente loi et de l'Accord aux eaux
5. Interprétation

SA MAJESTÉ

6. Obligation de Sa Majesté

OBJET

7. Objet

DROIT DE POURSUITE

8. Droits et obligations fondés sur la partie 1

PARTIE 1

MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD ET DES ACCORDS CONNEXES

APPROBATION

9. Approbation

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET ADMINISTRATIVES

10. Représentation canadienne à la Commission
11. Paiement des frais

PANELS, COMMITTEES, SUBCOMMITTEES, WORKING GROUPS AND
EXPERT GROUPS

- 12. Powers of Minister
- 13. Administrative support
- 14. Payment of costs

ORDERS

- 15. Orders re Article 21.18 of Agreement

PART 2

RELATED AMENDMENTS

- 16. *Crown Liability and Proceedings Act*
- 17–19. *Export and Import Permits Act*
- 20. *Financial Administration Act*
- 21–22. *Importation of Intoxicating Liquors Act*
- 23–29. *Customs Act*
- 30. *Commercial Arbitration Act*
- 31–38. *Canadian International Trade Tribunal Act*
- 39–48. *Customs Tariff*
- 49–50. *Department of Human Resources and Skills Development Act*

PART 3

COORDINATING AMENDMENTS AND COMING INTO
FORCE

COORDINATING AMENDMENTS

- 51. Bill C-4
- 52. SOR/2013-163

COMING INTO FORCE

- 53. Order in council

SCHEDULE 1

SCHEDULE 2

GROUPES SPÉCIAUX, COMITÉS, SOUS-COMITÉS, GROUPES DE
TRAVAIL ET GROUPES D'EXPERTS

- 12. Pouvoirs du ministre
- 13. Soutien administratif
- 14. Paiement des frais

DÉCRETS

- 15. Décret: article 21.18 de l'Accord

PARTIE 2

MODIFICATIONS CONNEXES

- 16. *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*
- 17-19. *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*
- 20. *Loi sur la gestion des finances publiques*
- 21-22. *Loi sur l'importation des boissons enivrantes*
- 23-29. *Loi sur les douanes*
- 30. *Loi sur l'arbitrage commercial*
- 31-38. *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*
- 39-48. *Tarif des douanes*
- 49-50. *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences*

PARTIE 3

DISPOSITIONS DE COORDINATION ET ENTRÉE EN
VIGUEUR

DISPOSITIONS DE COORDINATION

- 51. Projet de loi C-4
- 52. DORS/2013-163

ENTRÉE EN VIGUEUR

- 53. Décret

ANNEXE 1

ANNEXE 2

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-20

PROJET DE LOI C-20

An Act to implement the Free Trade Agreement between Canada and the Republic of Honduras, the Agreement on Environmental Cooperation between Canada and the Republic of Honduras and the Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Honduras

Loi portant mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et la République du Honduras, de l'Accord de coopération dans le domaine de l'environnement entre le Canada et la République du Honduras et de l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République du Honduras

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Canada–Honduras Economic Growth and Prosperity Act*.

1. *Loi sur la croissance économique et la prospérité—Canada-Honduras.*

Titre abrégé

5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Definitions

2. The following definitions apply in this Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“Agreement”
« *Accord* »

“Agreement” means the Free Trade Agreement between Canada and the Republic of Honduras, 10 done at Ottawa on November 5, 2013.

« *Accord* » L'Accord de libre-échange entre le Canada et la République du Honduras, fait à Ottawa le 5 novembre 2013.

« *Accord* »
“*Agreement*”

10

“Commission”
« *Commission* »

“Commission” means the Free Trade Commission established under Article 21.1 of the Agreement.

« *accord connexe* » L'un ou l'autre des accords suivants :

« *accord connexe* »
“*related agreement*”

“federal law”
« *texte législatif fédéral* »

“federal law” means the whole or any portion of 15 an Act of Parliament or a regulation, order or other instrument issued, made or established in the exercise of a power conferred by or under an Act of Parliament.

a) l'Accord de coopération dans le domaine de l'environnement entre le Canada et la République du Honduras, fait à Ottawa le 5 15 novembre 2013;

“Minister”
« *ministre* »

“Minister” means the Minister for International 20 Trade.

b) l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République du Honduras, fait à Ottawa le 5 novembre 2013.

"related agreement" « accord connexe »	<p>"related agreement" means</p> <p>(a) the Agreement on Environmental Cooperation between Canada and the Republic of Honduras, done at Ottawa on November 5, 2013; or</p> <p>(b) the Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Honduras, done at Ottawa on November 5, 2013.</p>	<p>« Commission » La commission du libre-échange établie aux termes de l'article 21.1 de l'Accord.</p> <p>« ministre » Le ministre du Commerce international.</p> <p>« texte législatif fédéral » Tout ou partie d'une loi fédérale ou d'un règlement, décret ou autre texte pris dans l'exercice d'un pouvoir conféré sous le régime d'une loi fédérale.</p>	<p>« Commission » "Commission"</p> <p>« ministre » "Minister"</p> <p>« texte législatif fédéral » "federal law"</p>
Interpretation consistent with agreements	<p>3. For greater certainty, this Act and any federal law that implements a provision of the Agreement or a related agreement or fulfils an obligation of the Government of Canada under the Agreement or a related agreement is to be interpreted in a manner consistent with the Agreement or related agreement, as the case may be.</p>	<p>3. Il est entendu que la présente loi et tout texte législatif fédéral qui met en oeuvre une disposition de l'Accord ou d'un accord connexe ou vise à permettre au gouvernement du Canada d'exécuter une obligation contractée par lui aux termes de l'un ou l'autre de ces accords s'interprètent d'une manière compatible avec l'Accord ou l'accord connexe, selon le cas.</p>	Interprétation compatible
Non-application of Act or Agreement to water	<p>4. For greater certainty, nothing in this Act or the Agreement applies to natural surface or ground water in liquid, gaseous or solid state.</p>	<p>4. Il est entendu que ni la présente loi ni l'Accord ne s'appliquent aux eaux de surface ou souterraines naturelles, à l'état liquide, gazeux ou solide.</p>	Non-application de la présente loi et de l'Accord aux eaux
Construction	<p>5. For greater certainty, nothing in this Act, by specific mention or omission, is to be construed to affect in any manner the right of Parliament to enact legislation to implement any provision of the Agreement or a related agreement or fulfil any of the obligations of the Government of Canada under the Agreement or a related agreement.</p>	<p>5. Il est entendu qu'aucune disposition de la présente loi ne s'interprète, ni par ses mentions expresses ni par ses omissions, de sorte à porter atteinte au pouvoir du Parlement d'adopter les lois nécessaires à la mise en oeuvre de toute disposition de l'Accord ou d'un accord connexe ou à l'exécution des obligations contractées par le gouvernement du Canada aux termes de ces accords.</p>	Interprétation
HER MAJESTY		SA MAJESTÉ	
Binding on Her Majesty	<p>6. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada.</p>	<p>6. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada.</p>	Obligation de Sa Majesté
PURPOSE		OBJET	
Purpose	<p>7. The purpose of this Act is to implement the Agreement and the related agreements, the objectives of which, as elaborated more specifically through their provisions, are to</p> <p>(a) establish a free trade area in accordance with the Agreement;</p>	<p>7. La présente loi a pour objet la mise en oeuvre de l'Accord et des accords connexes, dont les objectifs—définis de façon plus précise dans leurs dispositions—sont les suivants :</p> <p>a) établir une zone de libre-échange conformément à l'Accord;</p> <p>b) favoriser, par l'accroissement des échanges commerciaux réciproques, le développement harmonieux des relations économiques</p>	Objet

- (b) promote, through the expansion of reciprocal trade, the harmonious development of the economic relations between Canada and the Republic of Honduras in order to create opportunities for economic development; 5
- (c) promote conditions of fair competition affecting trade between Canada and the Republic of Honduras;
- (d) substantially increase investment opportunities in Canada and the Republic of Honduras; 10
- (e) eliminate barriers to trade in goods and services in order to contribute to the harmonious development and expansion of world and regional trade; 15
- (f) enhance and enforce environmental laws and regulations and strengthen cooperation between Canada and the Republic of Honduras on environmental matters;
- (g) protect, enhance and enforce basic workers' rights, strengthen cooperation and build on the respective international commitments of Canada and the Republic of Honduras on labour matters; and 20
- (h) promote sustainable development. 25

- entre le Canada et la République du Honduras et ainsi créer des possibilités de développement économique;
- c) promouvoir des conditions de concurrence loyale dans les échanges commerciaux entre le Canada et la République du Honduras; 5
- d) augmenter substantiellement les possibilités d'investissement au Canada et dans la République du Honduras;
- e) éliminer les obstacles au commerce des produits et services afin de contribuer au développement et à l'essor harmonieux du commerce mondial et régional; 10
- f) renforcer et appliquer les lois et règlements en matière d'environnement et renforcer la coopération entre le Canada et la République du Honduras en matière d'environnement; 15
- g) protéger, renforcer et faire respecter les droits fondamentaux des travailleurs, renforcer la coopération dans le domaine du travail et mettre à profit les engagements internationaux respectifs du Canada et de la République du Honduras dans le domaine du travail; 20
- h) promouvoir le développement durable. 25

CAUSES OF ACTION

DROIT DE POURSUITE

Causes of action under Part 1

8. (1) No person has any cause of action and no proceedings of any kind are to be taken, without the consent of the Attorney General of Canada, to enforce or determine any right or obligation that is claimed or arises solely under or by virtue of Part 1 or an order made under that Part. 30

8. (1) Le droit de poursuite, relativement aux droits et obligations fondés uniquement sur la partie 1 ou sur les décrets d'application de celle-ci, ne peut s'exercer qu'avec le consentement du procureur général du Canada. 30

Droits et obligations fondés sur la partie 1

Causes of action under the Agreement or a related agreement

(2) Subject to Section C of Chapter 10 of the Agreement and Annex 3 of the Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Honduras, done at Ottawa on November 5, 2013, no person has any cause of action and no proceedings of any kind are to be taken, without the consent of the Attorney General of Canada, to enforce or determine any right or obligation that is claimed or arises solely under or by virtue of the Agreement or the related agreement. 35

(2) Sous réserve de la section C du chapitre 10 de l'Accord et de l'annexe 3 de l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République du Honduras, fait à Ottawa le 5 novembre 2013, le droit de poursuite, relativement aux droits et obligations fondés uniquement sur l'Accord ou l'accord connexe, ne peut s'exercer qu'avec le consentement du procureur général du Canada. 35

Droits et obligations fondés sur l'Accord ou l'accord connexe

	PART 1		PARTIE 1	
	IMPLEMENTATION OF THE AGREEMENT AND THE RELATED AGREEMENTS		MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD ET DES ACCORDS CONNEXES	
	APPROVAL		APPROBATION	
Agreements approved	9. The Agreement and the related agreements are approved.		9. L'Accord et les accords connexes sont approuvés.	Approbation
	ADMINISTRATIVE AND INSTITUTIONAL PROVISIONS		DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET ADMINISTRATIVES	
Canadian representative on Commission	10. The Minister is the principal representative of Canada on the Commission.		10. Le ministre est le principal représentant du Canada au sein de la Commission.	Représentation canadienne à la Commission
Payment of expenditures	11. The Government of Canada is to pay its appropriate share of the aggregate of any expenditures incurred by or on behalf of the Commission.	5	11. Le gouvernement du Canada paie sa quote-part du total des frais supportés par la Commission ou en son nom.	5 Paiement des frais
	PANELS, COMMITTEES, SUBCOMMITTEES, WORKING GROUPS AND EXPERT GROUPS		GROUPES SPÉCIAUX, COMITÉS, SOUS- COMITÉS, GROUPES DE TRAVAIL ET GROUPES D'EXPERTS	
Powers of Minister	12. (1) The Minister may (a) appoint representatives of Canada to any committee, subcommittee or working group referred to in paragraph 7 of Article 21.1 of the Agreement; (b) appoint a panel member in accordance with paragraph 2 of Article 21.11 of the Agreement; and (c) propose candidates to serve as the chair of a panel, or select the chair, in accordance with that Article 21.11.	10	12. (1) Le ministre peut prendre les mesures suivantes : a) nommer les représentants du Canada aux comités, sous-comités ou groupes de travail visés au paragraphe 7 de l'article 21.1 de l'Accord; b) nommer un membre par groupe spécial conformément au paragraphe 2 de l'article 21.11 de l'Accord; c) désigner le président d'un groupe spécial ou proposer des candidats à cette fonction, conformément à cet article 21.11.	10 Pouvoirs du ministre
Powers of Minister of the Environment	(2) The Minister of the Environment may (a) appoint representatives of Canada to the committee referred to in Article 13 of the Agreement on Environmental Cooperation between Canada and the Republic of Honduras, done at Ottawa on November 5, 2013; (b) appoint a panellist in accordance with paragraph 11 of Annex I to that Agreement; and (c) propose candidates to serve as the chair of a panel, or select the chair, in accordance with that paragraph.	20 25 30	(2) Le ministre de l'Environnement peut prendre les mesures suivantes : a) nommer les représentants du Canada au comité visé à l'article 13 de l'Accord de coopération dans le domaine de l'environnement entre le Canada et la République du Honduras, fait à Ottawa le 5 novembre 2013; b) nommer un membre par groupe spécial conformément au paragraphe 11 de l'annexe I de cet accord; c) désigner le président d'un groupe spécial ou proposer des candidats à cette fonction, conformément à ce paragraphe.	20 25 30 Pouvoirs du ministre de l'Environnement

Powers of the
Minister of
Labour

- (3) The Minister of Labour may
- (a) appoint representatives of Canada to any committee, working group or expert group referred to in paragraph 2 of Article 7 of the Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Honduras, done at Ottawa on November 5, 2013;
- (b) appoint a panellist in accordance with paragraph 4 of Annex 2 to that Agreement; and
- (c) propose candidates to serve as the chairperson of a panel, or select the chairperson, in accordance with that paragraph.

- (3) Le ministre du Travail peut prendre les mesures suivantes :
- a) nommer les représentants du Canada aux comités, groupes de travail ou groupes d'experts visés au paragraphe 2 de l'article 7 de l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République du Honduras, fait à Ottawa le 5 novembre 2013;
- b) nommer un membre par groupe spécial conformément au paragraphe 4 de l'annexe 2 10 de cet accord;
- c) désigner le président d'un groupe spécial ou proposer des candidats à cette fonction, conformément à ce paragraphe.

Pouvoirs du
ministre du
Travail

Administrative
support

13. The Minister is to designate an agency, division or branch of the Government of Canada to facilitate the operation of Chapter 21 of the Agreement and to provide administrative assistance to panels established under that Chapter.

13. Le ministre désigne un organisme ou un service de l'administration fédérale pour faciliter la mise en oeuvre du chapitre 21 de l'Accord et assurer le soutien administratif des groupes spéciaux constitués en vertu de ce chapitre.

Soutien
administratif

Payment of costs

14. The Government of Canada is to pay the costs of or its appropriate share of the costs of

14. Le gouvernement du Canada paie la totalité—ou sa quote-part—des frais suivants :

Paiement des
frais

- (a) the remuneration and expenses payable to members of panels, committees, subcommittees, working groups and expert groups, to independent experts and to the assistants of panel members; and
- (b) the general expenses incurred by panels, committees, subcommittees, working groups and expert groups.

- a) la rémunération et les indemnités des membres des groupes spéciaux, comités, sous-comités, groupes de travail et groupes d'experts, des experts indépendants et des assistants des groupes spéciaux;
- b) les frais généraux supportés par les groupes spéciaux, comités, sous-comités, groupes de travail et groupes d'experts.

ORDERS

DÉCRETS

Orders re
Article 21.18 of
Agreement

15. (1) The Governor in Council may, for the purpose of suspending benefits in accordance with Article 21.18 of the Agreement, by order, do any one or more of the following:

15. (1) Le gouverneur en conseil peut par décret, en vue de suspendre des avantages conformément à l'article 21.18 de l'Accord, prendre les mesures suivantes :

Décret :
article 21.18 de
l'Accord

- (a) suspend rights or privileges granted by Canada to the Republic of Honduras or to goods of the Republic of Honduras under the Agreement or any federal law;
- (b) modify or suspend the application of any federal law, with respect to the Republic of Honduras or to goods of the Republic of Honduras;
- (c) extend the application of any federal law to the Republic of Honduras or to goods of the Republic of Honduras; and

- a) suspendre les droits ou privilèges que le Canada a accordés à la République du Honduras ou à des marchandises de celle-ci en vertu de l'Accord ou d'un texte législatif fédéral;
- b) modifier ou suspendre l'application d'un texte législatif fédéral à la République du Honduras ou à des marchandises de celle-ci;
- c) étendre l'application d'un texte législatif fédéral à la République du Honduras ou à des marchandises de celle-ci;

	(d) take any other measure that the Governor in Council considers necessary.	d) prendre toute autre mesure qu'il estime nécessaire.	
Period of order	(2) Unless repealed, an order made under subsection (1) has effect for the period specified in the order.	(2) Le décret s'applique, sauf abrogation, pendant la période qui y est spécifiée.	Durée d'application

5

PART 2

RELATED AMENDMENTS

R.S., c. C-50;
1990, c. 8, s. 21

CROWN LIABILITY AND PROCEEDINGS ACT

16. Part 2 of the Schedule to the *Crown Liability and Proceedings Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

The Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Honduras, done at Ottawa on November 5, 2013, as amended from time to time in accordance with Article 22 of that Agreement.

R.S., c. E-19

EXPORT AND IMPORT PERMITS ACT

17. (1) Subsection 2(1) of the *Export and Import Permits Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

“CHFTA”
«ALÉCH»

“CHFTA” has the same meaning as “Agreement” in section 2 of the *Canada–Honduras Economic Growth and Prosperity Act*;

“Honduras”
«Honduras»

“Honduras” has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Customs Tariff*;

2001, c. 28,
s. 47(2)

(2) Subsection 2(2) of the Act is replaced by the following:

Goods imported from a NAFTA country, Chile, Costa Rica or Honduras

(2) For the purposes of this Act, goods are imported from a NAFTA country, from Chile, from Costa Rica or from Honduras if they are shipped directly to Canada from the NAFTA country, from Chile, from Costa Rica or from Honduras, as the case may be, within the meaning of sections 17 and 18 of the *Customs Tariff*.

2001, c. 28, s. 48

18. Subsections 5.2(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

PARTIE 2

MODIFICATIONS CONNEXES

LOI SUR LA RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'ÉTAT ET LE CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

L.R., ch. C-50;
1990, ch. 8,
art. 21

16. La partie 2 de l'annexe de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

L'Accord de coopération dans le domaine de travail entre le Canada et la République du Honduras, fait à Ottawa le 5 novembre 2013, avec ses modifications éventuelles apportées en conformité avec son article 22.

L.R., ch. E-19

LOI SUR LES LICENCES D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION

17. (1) Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

«ALÉCH» S'entend de l'Accord au sens de l'article 2 de la *Loi sur la croissance économique et la prospérité—Canada-Honduras*.

«Honduras» S'entend au sens du paragraphe 2(1) du *Tarif des douanes*.

«ALÉCH»
“CHFTA”«Honduras»
“Honduras”

(2) Le paragraphe 2(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Pour l'application de la présente loi, sont des marchandises importées d'un pays ALÉNA, du Chili, du Costa Rica ou du Honduras les marchandises transportées directement au Canada de ce pays ALÉNA, du Chili, du Costa Rica ou du Honduras, selon le cas, conformément aux articles 17 et 18 du *Tarif des douanes*.

2001, ch. 28,
par. 47(2)

Marchandises importées d'un pays ALÉNA, du Chili, du Costa Rica ou du Honduras

18. Les paragraphes 5.2(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

2001, ch. 28,
art. 48

Addition to
Export Control
List or Import
Control List

5.2 (1) If at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council that it is advisable to collect information with respect to the exportation or importation of any goods in respect of which a specified quantity is eligible each year for the rate of duty provided for in the Schedules to Annex 302.2 of NAFTA in accordance with Appendix 6 of Annex 300-B of NAFTA, for the rate of duty provided for in the Schedules to Annex C-02.2 of CCFTA in accordance with Appendix 5.1 of Annex C-00-B of CCFTA, for the rate of duty provided for in the Schedule to Annex III.3.1 of CCRFTA in accordance with Appendix III.1.6.1 of Annex III.1 of CCRFTA or for the rate of duty provided for in the Schedules to Annex 3.4.1 of CHFTA in accordance with Annex 3.1 of CHFTA, as the case may be, the Governor in Council may, by order and without reference to that quantity, include those goods on the Export Control List or the Import Control List, or on both, in order to facilitate the collection of that information.

Addition to
Import Control
List

(2) If at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council that, for the purposes of implementing NAFTA, CCFTA, CCRFTA or CHFTA it is advisable to collect information with respect to the importation into Canada of any goods listed in Appendix 1.1 of Annex 300-B of NAFTA, in Appendix 1.1 of Annex C-00-B of CCFTA or in Appendix III.1.1.1 of Annex III.1 of CCRFTA or referred to in section 1 of Annex 3.1 of CHFTA, as the case may be, the Governor in Council may, by order, include those goods on the Import Control List in order to facilitate the collection of that information.

2001, c. 28, s. 50

19. (1) The portion of section 9.1 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Minister may
issue certificate

9.1 The Minister may, for the purpose of implementing an intergovernmental arrangement with a NAFTA country respecting the administration of Appendix 6 to Annex 300-B of NAFTA, with Chile respecting the administration of Appendix 5.1 to Annex C-00-B of CCFTA, with Costa Rica respecting the administration of Appendix III.1.6.1 to Annex III.1 of CCRFTA or with Honduras respecting the

5.2 (1) Lorsqu'il est convaincu qu'il est souhaitable d'obtenir des renseignements sur l'exportation ou l'importation de marchandises dont une quantité spécifiée est susceptible chaque année de bénéficier soit du taux de droits prévu par les listes de l'annexe 302.2 de l'ALÉNA conformément à l'appendice 6 de l'annexe 300-B de celui-ci, soit du taux de droits prévu aux listes de l'annexe C-02.2 de l'ALÉCC conformément à l'appendice 5.1 de l'annexe C-00-B de celui-ci, soit du taux de droits prévu aux listes de l'annexe III.3.1 de l'ALÉCCR conformément à l'appendice III.1.6.1 de l'annexe III.1 de celui-ci, soit du taux de droits prévu aux listes de l'annexe 3.4.1 de l'ALÉCH conformément à l'annexe 3.1 de celui-ci, le gouverneur en conseil peut, par décret et sans mention de la quantité, porter ces marchandises sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée et sur celle des marchandises d'importation contrôlée, ou sur l'une de ces listes, pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements.

Adjonction aux
listes des
marchandises
d'importation ou
d'exportation
contrôlée

(2) Lorsqu'il est convaincu qu'il est souhaitable, pour la mise en oeuvre de l'ALÉNA, de l'ALÉCC, de l'ALÉCCR ou de l'ALÉCH, d'obtenir des renseignements sur l'importation de marchandises énumérées à l'appendice 1.1 de l'annexe 300-B de l'ALÉNA, à l'appendice 1.1 de l'annexe C-00-B de l'ALÉCC, à l'appendice III.1.1.1 de l'annexe III.1 de l'ALÉCCR ou à la section 1 de l'annexe 3.1 de l'ALÉCH, selon le cas, le gouverneur en conseil peut, par décret, porter ces marchandises sur la liste des marchandises d'importation contrôlée pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements.

Adjonction à la
liste des
marchandises
d'importation
contrôlée

19. (1) Le passage de l'article 9.1 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

9.1 Le ministre peut, pour la mise en oeuvre de tout accord intergouvernemental soit avec un pays ALÉNA concernant l'application de l'appendice 6 de l'annexe 300-B de l'ALÉNA, soit avec le Chili concernant l'application de l'appendice 5.1 de l'annexe C-00-B de l'ALÉCC, soit avec le Costa Rica concernant l'application de l'appendice III.1.6.1 de l'annexe III.1 de l'ALÉCCR, soit avec le Honduras

2001, ch. 28,
art. 50

Délivrance de
certificats

administration of section 5 of Annex 3.1 of CHFTA, issue a certificate with respect to an exportation of goods to the NAFTA country, to Chile, to Costa Rica or to Honduras, as the case may be, stating the specific quantity of those goods that

concernant l'application de la section 5 de l'annexe 3.1 de l'ALÉCH, délivrer, pour l'exportation de marchandises vers le pays en cause, un certificat énonçant la quantité précise des marchandises dont le transport est visé par le certificat et qui est susceptible, au moment de son importation dans ce pays, de bénéficier :

(2) Section 9.1 of the Act is amended by striking out “and” at the end of paragraph (b), by adding “and” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):

(2) L'article 9.1 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

(d) in the case of an exportation of goods to Honduras, on importation into Honduras is eligible for the rate of duty provided for in the Schedules to Annex 3.4.1 of CHFTA in accordance with section 5 of Annex 3.1 of CHFTA.

d) dans le cas de marchandises à exporter vers le Honduras, du taux de droits prévu par les listes de l'annexe 3.4.1 de l'ALÉCH conformément à la section 5 de l'annexe 3.1 de l'ALÉCH.

R.S., c. F-11

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

L.R., ch. F-11

20. Schedule VII to the *Financial Administration Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

20. L'annexe VII de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Free Trade Agreement between Canada and the Republic of Honduras, done at Ottawa on November 5, 2013.

Accord de libre-échange entre le Canada et la République du Honduras, fait à Ottawa le 5 novembre 2013.

R.S., c. I-3

IMPORTATION OF INTOXICATING LIQUORS ACT

LOI SUR L'IMPORTATION DES BOISSONS ENIVRANTES

L.R., ch. I-3

21. Section 2 of the *Importation of Intoxicating Liquors Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

21. L'article 2 de la *Loi sur l'importation des boissons enivrantes* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

«Honduras»
«Honduras»

«Honduras» has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Customs Tariff*;

«Honduras» S'entend au sens du paragraphe 2(1) du *Tarif des douanes*.

«Honduras»
«Honduras»

22. The schedule to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to “Honduras” in column 1 and a corresponding reference to “Honduras Tariff in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the *Customs Tariff*” in column 2.

22. L'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, dans la colonne 1, selon l'ordre alphabétique, de «Honduras» et de «Tarif du Honduras de la liste des dispositions tarifaires de l'annexe du *Tarif des douanes*», dans la colonne 2, en regard de ce pays.

35

R.S., c. 1
(2nd Supp.)

CUSTOMS ACT

LOI SUR LES DOUANES

L.R., ch. 1
(2^e suppl.)

23. Subsection 2(1) of the *Customs Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

23. Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

“CHFTA”
«ALÉCH»

“CHFTA” has the same meaning as “Agreement” in section 2 of the *Canada–Honduras Economic Growth and Prosperity Act*;

«ALÉCH» S’entend de l’Accord au sens de l’article 2 de la *Loi sur la croissance économique et la prospérité — Canada-Honduras*.

«ALÉCH»
“CHFTA”“Honduras”
«Honduras»

“Honduras” has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Customs Tariff*;

«Honduras» S’entend au sens du paragraphe 2(1) du *Tarif des douanes*.

«Honduras»
“Honduras”

2001, c. 28, s. 27

24. Subsections 42.3(1) to (4) of the Act are replaced by the following:

24. Les paragraphes 42.3(1) à (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

2001, ch. 28,
art. 27Definition of
“customs
administration”

42.3 (1) In this section, “customs administration” has the meaning assigned to that expression by Article 514 of NAFTA, Article E-14 of CCFTA, Article V.14 of CCRFTA or Article 5.1 of CHFTA, as the case may be.

42.3 (1) Au présent article, «administration douanière» s’entend, selon le cas, au sens de l’article 514 de l’ALÉNA, à celui de l’article E-14 de l’ALÉCC, à celui de l’article V.14 de l’ALÉCCR ou à celui de l’article 5.1 de l’ALÉCH.

Définition de
«administration
douanière»Effective date of
redetermination
or further
redetermination
of origin of
goods

(2) Subject to subsection (4), a redetermination or further redetermination of origin does not take effect until notice of it is given to the importer of the goods and any person who completed and signed a Certificate of Origin for the goods if the result of the redetermination or further redetermination of origin made under subsection 59(1) in respect of goods for which preferential tariff treatment under NAFTA, CCFTA, CCRFTA or CHFTA is claimed and that are the subject of a verification of origin under this Act is that

(2) Sous réserve du paragraphe (4), si, à la suite de la révision ou du réexamen, en application du paragraphe 59(1), de l’origine de marchandises qui font l’objet d’une demande visant l’obtention du traitement tarifaire préférentiel de l’ALÉNA, de celui de l’ALÉCC, de celui de l’ALÉCCR ou de celui de l’ALÉCH et dont la vérification de l’origine est prévue par la présente loi, celles-ci ne peuvent pas bénéficier du traitement tarifaire préférentiel demandé pour le motif que le classement tarifaire ou la valeur d’une matière ou d’un matériel ou de plusieurs matières ou matériels utilisés pour la production de ces marchandises diffère du classement ou de la valeur correspondants de ces matières ou matériels dans le pays d’exportation — pays ALÉNA, Chili, Costa Rica ou Honduras —, la prise d’effet de la révision ou du réexamen est subordonnée à leur notification à l’importateur et à l’auteur de tout certificat d’origine des marchandises.

Prise d’effet de
la révision ou du
réexamen

(a) the goods are not eligible for that preferential tariff treatment on the basis of the tariff classification or value of one or more materials used in their production; and

(b) that tariff classification or value differs from the tariff classification or value applied to those materials by the NAFTA country from which the goods were exported, from Chile, from Costa Rica or from Honduras, as the case may be.

(3) La révision ou le réexamen de l’origine visée au paragraphe (2) ne s’applique pas aux marchandises importées avant la date de notification dans les cas où l’administration douanière du pays d’exportation a, avant cette date :

Réserve

Limitation

(3) A redetermination or further redetermination of origin referred to in subsection (2) shall not be applied to goods imported before the date on which the notice was given if the customs administration of the NAFTA country from

which the goods were exported, of Chile, of Costa Rica or of Honduras, as the case may be, has, before that date,

(a) given an advance ruling under Article 509 of NAFTA, Article E-09 of CCFTA, Article V.9 of CCRFTA, paragraph 1 of Article 5.10 or paragraph 11 of Article 6.2 of CHFTA as the case may be, or given another ruling referred to in paragraph 12 of Article 506 of NAFTA, paragraph 12 of Article E-06 of CCFTA, paragraph 15 of Article V.6 of CCRFTA, or paragraph 15 of Article 5.7 of CHFTA, as the case may be, on the tariff classification or value of the materials referred to in subsection (2); or

(b) given consistent treatment with respect to the tariff classification or value of the materials referred to in subsection (2) on their importation into the NAFTA country, Chile, Costa Rica or Honduras, as the case may be.

Postponement of effective date

(4) The date on which a redetermination or further redetermination of origin referred to in subsection (2) takes effect shall be postponed for a period not exceeding ninety days if the importer of the goods that are the subject of the redetermination or further redetermination or any person who completed and signed a Certificate of Origin for the goods establishes to the satisfaction of the Minister that the importer or the person, as the case may be, has relied in good faith, to the detriment of the importer or person, on the tariff classification or value applied to the materials referred to in that subsection by the customs administration of the NAFTA country from which the goods were exported, of Chile, Costa Rica or of Honduras, as the case may be.

25. Part 1 of the schedule to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to “Honduras” in column 1, a corresponding reference to “CHFTA” in column 2 and a corresponding reference to “Honduras Tariff rates of customs duty under the *Customs Tariff*” in column 3.

a) soit rendu une décision anticipée aux termes de l’article 509 de l’ALÉNA, de l’article E-09 de l’ALÉCC, de l’article V.9 de l’ALÉCCR ou du paragraphe 1 de l’article 5.10 ou du paragraphe 11 de l’article 6.2 de l’ALÉCH, selon le cas, ou une décision visée au paragraphe 12 de l’article 506 de l’ALÉNA, au paragraphe 12 de l’article E-06 de l’ALÉCC, au paragraphe 15 de l’article V.6 de l’ALÉCCR ou au paragraphe 15 de l’article 5.7 de l’ALÉCH, selon le cas, sur le classement tarifaire ou la valeur des matières ou matériels visés au paragraphe (2);

b) soit effectué le classement tarifaire ou la détermination de la valeur des matières ou matériels visés au paragraphe (2) de manière uniforme au moment de leur importation dans ce pays.

Report de la date de prise d’effet

(4) La date de prise d’effet de la révision ou du réexamen de l’origine visé au paragraphe (2) est reportée pour une période maximale de quatre-vingt-dix jours, si le ministre est convaincu que l’importateur des marchandises ou l’auteur de tout certificat d’origine de celles-ci a démontré qu’il s’est fondé de bonne foi, à son détriment, sur le classement tarifaire ou la détermination de la valeur des matières ou matériels visés à ce paragraphe effectués par l’administration douanière du pays ALÉNA d’exportation des marchandises, du Chili, du Costa Rica ou du Honduras, selon le cas.

25. La partie 1 de l’annexe de la même loi est modifiée par adjonction, dans la colonne 1, selon l’ordre alphabétique, de «Honduras» ainsi que de «ALÉCH» dans la colonne 2 et de «Taux de droits de douane du tarif du Honduras visés au *Tarif des douanes*», dans la colonne 3, en regard de ce pays.

26. Part 2 of the schedule to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to “CHFTA” in column 1 and a corresponding reference to “Article 4.1” in column 2.

27. Part 3 of the schedule to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to “Honduras” in column 1 and a corresponding reference to “paragraph 1 of Article 5.10 or paragraph 11 of Article 6.2 of CHFTA” in column 2.

28. Part 4 of the schedule to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to “Honduras” in column 1 and a corresponding reference to “CHFTA” in column 2.

29. Part 5 of the schedule to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to “CHFTA” in column 1 and a corresponding reference to “Chapter Five” in column 2.

26. La partie 2 de l’annexe de la même loi est modifiée par adjonction, dans la colonne 1, selon l’ordre alphabétique, de «ALÉCH» ainsi que de «Article 4.1» dans la colonne 2, en regard de cet accord.

27. La partie 3 de l’annexe de la même loi est modifiée par adjonction, dans la colonne 1, selon l’ordre alphabétique, de «Honduras» ainsi que de «paragraphe 1 de l’article 5.10 ou paragraphe 11 de l’article 6.2 de l’ALÉCH» dans la colonne 2, en regard de ce pays.

28. La partie 4 de l’annexe de la même loi est modifiée par adjonction, dans la colonne 1, selon l’ordre alphabétique, de «Honduras» ainsi que de «ALÉCH» dans la colonne 2, en regard de ce pays.

29. La partie 5 de l’annexe de la même loi est modifiée par adjonction, dans la colonne 1, selon l’ordre alphabétique, de «ALÉCH» ainsi que de «Chapitre cinq» dans la colonne 2, en regard de cet accord.

R.S., c. 17
(2nd Supp.)

COMMERCIAL ARBITRATION ACT

LOI SUR L’ARBITRAGE COMMERCIAL

L.R., ch. 17
(2^e suppl.)

30. Schedule 2 of the *Commercial Arbitration Act* is amended by adding, at the end of column 1, a reference to “Articles 10.19 or 10.20” and a corresponding reference to “Free Trade Agreement between Canada and the Republic of Honduras, done at Ottawa on November 5, 2013” at the end of column 2.

30. L’annexe 2 de la *Loi sur l’arbitrage commercial* est modifiée par adjonction, à la fin de la colonne 2, de «Accord de libre-échange entre le Canada et la République du Honduras, fait à Ottawa le 5 novembre 2013» ainsi que de «Articles 10.19 ou 10.20» dans la colonne 1, en regard de cet accord.

R.S., c. 47
(4th Supp.)

CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL ACT

LOI SUR LE TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR

L.R., ch. 47
(4^e suppl.)

31. (1) The definition “textile and apparel goods” in subsection 2(1) of the *Canadian International Trade Tribunal Act* is replaced by the following:

“textile and apparel goods” means the textile and apparel goods set out in Appendix 1.1 of Annex 300-B of the Agreement, in Appendix 1.1 of Annex C-00-B of the CCFTA, in Appendix III.1.1.1 of Annex III.1 of the CCRFTA or in section 1 of Annex 3.1 of the CHFTA, as the case may be;

31. (1) La définition de «produits textiles et vêtements», au paragraphe 2(1) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, est remplacée par ce qui suit :

«produits textiles et vêtements» Les produits textiles et les vêtements qui figurent, selon le cas, à l’appendice 1.1 de l’annexe 300-B de l’Accord, à l’appendice 1.1 de l’annexe C-00-B de l’ALÉCC, à l’appendice III.1.1.1 de l’annexe III.1 de l’ALÉCCR ou à la section 1 de l’annexe 3.1 de l’ALÉCH.

“textile and apparel goods”
«produits textiles et vêtements»

«produits textiles et vêtements»
“textile and apparel goods”

(2) Section 2 of the Act is amended by adding the following after subsection (4.3):

(2) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4.3), de ce qui suit :

Definitions

(4.4) In this Act,
 (a) “CHFTA” has the same meaning as “Agreement” in section 2 of the *Canada–Honduras Economic Growth and Prosperity Act*; and
 (b) “Honduras Tariff” means the rates of customs duty referred to in section 49.6 of the *Customs Tariff*.

(4.4) Dans la présente loi :
 a) « ALÉCH » s’entend de l’Accord au sens de l’article 2 de la *Loi sur la croissance économique et la prospérité—Canada-Honduras*;
 b) « tarif du Honduras » s’entend des taux de droits de douane visés à l’article 49.6 du *Tarif des douanes*.

Terminologie

(3) Subsection 2(5) of the Act is amended by the adding, in alphabetical order, a reference to “Honduras” in the list of countries.

(3) Le paragraphe 2(5) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de « Honduras » dans la liste des pays.

32. The Act is amended by adding the following after section 19.018:

32. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 19.018, de ce qui suit :

Definition of “principal cause”

19.019 (1) In this section, “principal cause” means, in respect of a serious injury or threat of a serious injury, an important cause that is no less important than any other cause of the serious injury or threat.

19.019 (1) Au présent article, « cause principale » s’entend de toute cause sérieuse dont l’importance est égale ou supérieure à celle des autres causes du dommage grave ou de la menace d’un tel dommage.

Définition de « cause principale »

Emergency measures—Honduras

(2) The Tribunal shall inquire into and report to the Governor in Council on the question whether goods that are entitled to the benefit of the Honduras Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities, in absolute terms or relative to the domestic production of like or directly competitive goods, and under such conditions as to constitute a principal cause of serious injury, or threat of serious injury, to domestic producers of like or directly competitive goods, if the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, refers the question to it for inquiry and report.

(2) Le Tribunal, saisi par le gouverneur en conseil sur recommandation du ministre, enquête et fait rapport au gouverneur en conseil sur la question de savoir si des marchandises sont, en conséquence du fait qu’elles bénéficient du tarif du Honduras, importées en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport à la production nationale de marchandises similaires ou directement concurrentes, et dans des conditions telles que leur importation constitue une cause principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d’un tel dommage.

Mesures d’urgence : Honduras

Terms of reference

(3) The Tribunal shall conduct an inquiry under subsection (2) and prepare its report in accordance with the terms of reference established by the Governor in Council or the Minister, as the case may be.

(3) Le Tribunal mène l’enquête visée au paragraphe (2) et établit le rapport correspondant dans le strict cadre du mandat dont il est en l’occurrence investi par le gouverneur en conseil ou le ministre, selon le cas.

Mandat

Tabling of report

(4) The Minister shall cause a copy of each report submitted to the Governor in Council or the Minister to be laid before each House of

(4) Le ministre dépose le rapport devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa transmission à son destinataire.

Dépôt au Parlement

	<p>Parliament on any of the first 15 days on which that House is sitting after the report is so submitted.</p>		
<p>Notice of report</p>	<p>(5) The Tribunal shall cause notice of the submission of a report to be published in the <i>Canada Gazette</i>.</p>	<p>(5) Le Tribunal fait publier dans la <i>Gazette du Canada</i> un avis de transmission du rapport.</p>	<p>Avis</p>
	<p>33. The Act is amended by adding the following after section 20.05:</p>	<p>33. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 20.05, de ce qui suit :</p>	
<p>Definition of "principal cause"</p>	<p>20.06 (1) In this section, "principal cause" means, in respect of a serious injury or threat of serious injury, an important cause that is no less important than any other cause of the serious injury or threat.</p>	<p>20.06 (1) Au présent article, « cause principale » s'entend de toute cause sérieuse dont l'importance est égale ou supérieure à celle des autres causes du dommage grave ou de la menace d'un tel dommage.</p>	<p>5 Définition de « cause principale »</p>
<p>Determination in respect of goods imported from Honduras</p>	<p>(2) Where, in an inquiry conducted pursuant to a reference under section 20 into goods imported from Honduras that are specified by the Governor in Council or in an inquiry conducted pursuant to a complaint under subsection 23(1) into goods so imported that are specified by the Tribunal, the Tribunal finds that the specified imported goods and goods of the same kind imported from other countries are being imported in such increased quantities and under such conditions as to be a principal cause of serious injury, or threat of serious injury, to domestic producers of like or directly competitive goods, the Tribunal shall determine whether the specified imported goods are a principal cause of the serious injury or threat of serious injury.</p>	<p>(2) Lorsque, dans le cadre d'une enquête menée en vertu de l'article 20 relativement à des marchandises importées du Honduras et précisées par le gouverneur en conseil, ou d'une enquête découlant d'une plainte visée au paragraphe 23(1) relativement à de telles marchandises précisées par lui, le Tribunal conclut que les marchandises en question et les marchandises du même genre importées d'autres pays le sont en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue une cause principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage, il doit décider si la quantité des marchandises importées et précisées constitue une cause principale du dommage grave ou de la menace d'un tel dommage.</p>	<p>10 Inclusion des marchandises originaires du Honduras</p>
<p>Determinations</p>	<p>(3) In the case of an inquiry to which subsection (2) applies, the Tribunal shall include in its report any determinations made under that subsection.</p>	<p>(3) Dans le cadre d'une enquête visée au paragraphe (2), le Tribunal inclut dans son rapport les décisions auxquelles il parvient en vertu de ce paragraphe.</p>	<p>Mention des décisions</p>
<p>Inquiry under section 30.07</p>	<p>(4) In an inquiry under section 30.07 into goods imported from Honduras conducted pursuant to an extension request, the Tribunal shall determine whether the goods imported from Honduras are a principal cause of the serious injury or threat of serious injury to domestic producers of like or directly competitive goods.</p>	<p>(4) Lorsqu'une enquête est menée en vertu de l'article 30.07 relativement à des marchandises importées du Honduras, le Tribunal doit décider si ces marchandises constituent une cause principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage.</p>	<p>Enquête menée en vertu de l'article 30.07</p>
<p>2012, c. 18, s. 18</p>	<p>34. Section 21.1 of the Act is replaced by the following:</p>	<p>34. L'article 21.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	<p>2012, ch. 18, art. 18</p>

Definition of
“complaint”

21.1 In sections 23 to 30, “complaint” means a written complaint filed with the Tribunal under any of subsections 23(1) to (1.096) and, for the purposes of those sections, a complaint is properly documented if the Tribunal is satisfied that it contains or is accompanied by the information required by section 23.

35. Section 23 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.094):

(1.095) Any domestic producer of goods that are like or directly competitive with any goods, other than textile and apparel goods, being imported into Canada and that are entitled to the Honduras Tariff, or any person or association acting on behalf of such a domestic producer, may file a written complaint with the Tribunal alleging that, as a result of that entitlement, the imported goods are being imported in such increased quantities and under such conditions as to alone constitute a cause of serious injury, or threat thereof, to domestic producers of like or directly competitive goods.

(1.096) Any domestic producer of any textile and apparel goods that are like or directly competitive with any textile and apparel goods being imported into Canada and that are entitled, either under section 24 of the *Customs Tariff* or, under section 49.6(8) of the *Customs Tariff*, to the Honduras Tariff, or any person or association acting on behalf of such a domestic producer, may file a written complaint with the Tribunal alleging that, as a result of that entitlement, the imported goods are being imported in such increased quantities, in absolute terms or relative to the domestic market in Canada for the goods, and under such conditions as to cause serious damage, or actual threat thereof, to domestic producers of like or directly competitive textile or apparel goods.

Filing of
complaint—
Honduras Tariff

Filing of
complaint—
textile and
apparel goods

2009, c. 6, s. 20

36. Paragraph 25(2)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) in the case of a complaint filed under subsection 23(1.03), (1.06), (1.08), (1.09), (1.091), (1.092) or (1.096), send to the

21.1 Aux articles 23 à 30, « plainte » s’entend d’une plainte écrite déposée auprès du Tribunal en vertu de l’un des paragraphes 23(1) à (1.096). Le dossier est complet si le Tribunal est convaincu qu’il comprend les renseignements prévus à l’article 23.

35. L’article 23 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.094), de ce qui suit :

(1.095) Lorsqu’il estime que certaines marchandises, à l’exclusion des produits textiles et vêtements, sont, en conséquence du fait qu’elles bénéficient du tarif du Honduras, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du dommage grave—ou de la menace d’un tel dommage—qui lui est ainsi porté, le producteur national de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou toute personne ou association le représentant, peut déposer devant le Tribunal une plainte écrite à cet effet.

(1.096) Lorsqu’il estime que certains produits textiles et vêtements sont, en conséquence du fait qu’ils bénéficient, soit conformément à l’article 24 du *Tarif des douanes*, soit conformément au paragraphe 49.6(8) de cette loi, du tarif du Honduras, importés en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport au marché intérieur de ces produits, et dans des conditions telles que leur importation lui cause un préjudice grave ou menace réellement de lui causer un tel préjudice, le producteur national de produits textiles et de vêtements similaires ou directement concurrents, ou toute personne ou association le représentant, peut déposer devant le Tribunal une plainte écrite à cet effet.

Définition de
« plainte »

Dépôt : tarif du
Honduras

Dépôt : produits
textiles et
vêtements

2009, ch. 6,
art. 20

36. Le paragraphe 25(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Dans le cas d’une décision positive, le Tribunal la notifie sans délai au plaignant ainsi qu’aux autres intéressés. S’il s’agit d’une plainte visée aux paragraphes 23(1.03), (1.06), (1.08), (1.09), (1.091), (1.092) ou (1.096), il transmet

Dossier complet

Minister a copy of the complaint and the information examined by the Tribunal in making its determination.

au ministre une copie de la plainte, ainsi que les renseignements et documents pertinents à l'appui de celle-ci.

37. Paragraph 26(1)(a) of the Act is amended by striking out “or” at the end of subparagraph (i.94) and by adding the following after subparagraph (i.94):

37. L’alinéa 26(1)a) de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (i.94), de ce qui suit :

(i.95) in the case of a complaint filed under subsection 23(1.095), the goods that are entitled to the Honduras Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities and under such conditions that they alone constitute a principal cause of serious injury, or threat thereof, to domestic producers of like or directly competitive goods,

(i.95) soit, s’il s’agit d’une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.095), que les marchandises sont, en conséquence du fait qu’elles bénéficient du tarif du Honduras, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes ou de la menace d’un tel dommage,

(i.96) in the case of a complaint filed under subsection 23(1.096), the textile and apparel goods that are entitled to the Honduras Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities, in absolute terms or relative to the market in Canada for the goods, and under such conditions as to alone cause serious damage, or actual threat thereof, to domestic producers of like or directly competitive textile and apparel goods, or

(i.96) soit, s’il s’agit d’une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.096), que les produits textiles et vêtements sont, en conséquence du fait qu’ils bénéficient du tarif du Honduras, importés en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport au marché intérieur de ces produits, et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du préjudice grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes ou de la menace réelle d’un tel préjudice;

38. Subsection 27(1) of the Act is amended by striking out “or” at the end of paragraph (a.94) and by adding the following after paragraph (a.94):

38. Le paragraphe 27(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa a.94), de ce qui suit :

(a.95) in the case of a complaint filed under subsection 23(1.095), the goods that are entitled to the Honduras Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities and under such conditions that they alone constitute a principal cause of serious injury, or threat thereof, to domestic producers of like or directly competitive goods;

a.95) soit, s’il s’agit d’une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.095), que les marchandises sont, en conséquence du fait qu’elles bénéficient du tarif du Honduras, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d’un tel dommage;

(a.96) in the case of a complaint filed under subsection 23(1.096), the textile and apparel goods that are entitled to the Honduras Tariff

are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities, in absolute terms or relative to the market in Canada for the goods, and under such conditions as to cause serious damage, or actual threat thereof, to domestic producers of like or directly competitive textile and apparel goods; or

a.96) soit, s’il s’agit d’une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.096), que les produits textiles et vêtements sont, en conséquence du fait qu’ils bénéficient du tarif du Honduras, importés en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport au marché intérieur de ces produits, et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du préjudice grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace réelle d’un tel préjudice;

1997, c. 36

CUSTOMS TARIFF

TARIF DES DOUANES

1997, ch. 36

39. Subsection 2(1) of the *Customs Tariff* is amended by adding the following in alphabetical order:

39. Le paragraphe 2(1) du *Tarif des douanes* est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

“Canada–Honduras Free Trade Agreement”
«*Accord de libre-échange Canada-Honduras*»

“Canada–Honduras Free Trade Agreement” has the same meaning as “Agreement” in section 2 of the *Canada–Honduras Economic Growth and Prosperity Act*.

«*Accord de libre-échange Canada-Honduras*» S’entend de l’Accord au sens de l’article 2 de la *Loi sur la croissance économique et la prospérité—Canada-Honduras*.

«*Accord de libre-échange Canada-Honduras*»
“*Canada–Honduras Free Trade Agreement*”

“Honduras”
«*Honduras*»

“Honduras” means the land, maritime areas, and air space under the sovereignty of the Republic of Honduras and the exclusive economic zone and the continental shelf within which it exercises sovereign rights and jurisdiction in accordance with its domestic law and international law.

«*Honduras*» Le territoire terrestre, les zones maritimes et l’espace aérien sur lesquels la République du Honduras exerce sa souveraineté, la zone économique exclusive et le plateau continental sur lesquels la République du Honduras exerce des droits souverains et sa compétence conformément à son droit interne et au droit international.

«*Honduras*»
“*Honduras*”

40. Subparagraph 14(2)(c)(xii) of the Act is replaced by the following:

40. Le sous-alinéa 14(2)c)(xii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(xii) subsection 72(2),

(xii) le paragraphe 72(2),

(xiii) subsection 73(1),

(xiii) le paragraphe 73(1),

(xiv) subsection 5(3), (3.2) or (4.1) of the *Export and Import Permits Act*.

(xiv) les paragraphes 5(3), (3.2) ou (4.1) de la *Loi sur les licences d’exportation et d’importation*.

41. Paragraph 24(1)(b) of the Act is amended by adding the following after subparagraph (ix):

41. L’alinéa 24(1)b) de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (ix), de ce qui suit :

(x) subsection 49.6(8).

(x) le paragraphe 49.6(8).

42. Section 27 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

42. L’article 27 de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

“HNT”
« THN »

“HNT” refers to the Honduras Tariff.

« THN » Tarif du Honduras.

« THN »
“HNT”

43. The Act is amended by adding the following after section 49.5:

43. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 49.5, de ce qui suit :

	<i>Honduras Tariff</i>	<i>Tarif du Honduras</i>	
Application of HNT	49.6 (1) Subject to section 24, goods that originate in Honduras are entitled to the Honduras Tariff rates of customs duty.	49.6 (1) Sous réserve de l’article 24, les marchandises originaires du Honduras bénéficient des taux du tarif du Honduras.	Application du THN
“A” final rate for HNT	(2) If “A” is set out in the column entitled “Preferential Tariff” in the List of Tariff Provisions following the abbreviation “HNT” in relation to goods entitled to the Honduras Tariff, the Honduras Tariff rate of customs duty that applies to those goods is the final rate of “Free”.	(2) Dans les cas où «A» figure dans la colonne «Tarif de préférence» de la liste des dispositions tarifaires après l’abréviation «THN» pour des marchandises qui bénéficient du tarif du Honduras, le taux final, la franchise en douane, s’applique.	Taux final «A» pour le THN
“F” staging for HNT	(3) If “F” is set out in the column entitled “Preferential Tariff” in the List of Tariff Provisions following the abbreviation “HNT” in relation to goods entitled to the Honduras Tariff, the Honduras Tariff rate of customs duty that applies to those goods is the initial rate, reduced as provided in the “F” Staging List.	(3) Dans les cas où «F» figure dans la colonne «Tarif de préférence» de la liste des dispositions tarifaires après l’abréviation «THN» pour des marchandises qui bénéficient du tarif du Honduras, le taux initial s’applique, réduit par étapes selon le tableau des échelonnements.	Échelonnement «F» pour le THN
Staging for HNT	(4) If “U1” or “U2” is set out in the column entitled “Preferential Tariff” in the List of Tariff Provisions following the abbreviation “HNT” in relation to goods entitled to the Honduras Tariff, the Honduras Tariff rate of customs duty that applies to those goods is the initial rate, reduced	(4) Dans les cas où «U1» ou «U2» figure dans la colonne «Tarif de préférence» de la liste des dispositions tarifaires après l’abréviation «THN» pour des marchandises qui bénéficient du tarif du Honduras, le taux initial s’applique, réduit par étapes de la façon suivante :	Échelonnement pour le THN
	(a) if “U1” is set out,	a) dans le cas de «U1» :	
	(i) effective on the coming into force of this subsection, to two thirds of the initial rate,	(i) à compter de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux deux tiers du taux initial,	
	(ii) effective on January 1 of the year that is one year after the year of the coming into force of this subsection, to one third of the initial rate, and	(ii) à compter du 1 ^{er} janvier de l’année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, au tiers du taux initial,	
	(iii) effective on January 1 of the year that is two years after the year of the coming into force of this subsection, to the final rate of “Free”; and	(iii) à compter du 1 ^{er} janvier de la deuxième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, au taux final, la franchise en douane;	
	(b) if “U2” is set out,	b) dans le cas de «U2» :	
	(i) effective on the coming into force of this subsection, to six sevenths of the initial rate,	(i) à compter de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux six septièmes du taux initial,	

	<p>(ii) effective on January 1 of the year that is one year after the year of the coming into force of this subsection, to five sevenths of the initial rate,</p> <p>(iii) effective on January 1 of the year that is two years after the year of the coming into force of this subsection, to four sevenths of the initial rate,</p> <p>(iv) effective on January 1 of the year that is three years after the year of the coming into force of this subsection, to three sevenths of the initial rate,</p> <p>(v) effective on January 1 of the year that is four years after the year of the coming into force of this subsection, to two sevenths of the initial rate,</p> <p>(vi) effective on January 1 of the year that is five years after the year of the coming into force of this subsection, to one seventh of the initial rate, and</p> <p>(vii) effective on January 1 of the year that is six years after the year of the coming into force of this subsection, to the final rate of “Free”.</p>	<p>(ii) à compter du 1^{er} janvier de l’année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux cinq septièmes du taux initial,</p> <p>(iii) à compter du 1^{er} janvier de la deuxième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux quatre septièmes du taux initial,</p> <p>(iv) à compter du 1^{er} janvier de la troisième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux trois septièmes du taux initial,</p> <p>(v) à compter du 1^{er} janvier de la quatrième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux deux septièmes du taux initial,</p> <p>(vi) à compter du 1^{er} janvier de la cinquième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, au septième du taux initial,</p> <p>(vii) à compter du 1^{er} janvier de la sixième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, au taux final, la franchise en douane.</p>
Rounding of specific rates	<p>(5) If a reduction under subsection (3) or (4) results in a specific rate of customs duty that includes a fraction of one tenth of a cent, the rate shall be rounded down to the nearest one tenth of a cent.</p>	<p>(5) Dans le cas où le taux spécifique réduit en application des paragraphes (3) ou (4) comporte une fraction de un dixième de cent, il est arrondi au dixième de cent inférieur.</p>
Rounding of amounts	<p>(6) If a reduction under subsection (3) or (4) results in a rate of customs duty that includes a fraction of one per cent other than 0.5, the resulting percentage shall be rounded down to the nearest percentage that divides evenly by 0.5.</p>	<p>(6) Dans le cas où le taux réduit en application des paragraphes (3) ou (4) comporte une fraction de un pour cent autre que 0,5, il est arrondi au multiple de 0,5 pour cent inférieur.</p>
Elimination of rates of less than two per cent	<p>(7) If a reduction under subsection (3) or (4) results in a rate of customs duty that is a percentage of less than two per cent, the rate shall be further reduced to “Free” immediately.</p>	<p>(7) Dans le cas où le taux réduit en application des paragraphes (3) ou (4) est inférieur à deux pour cent, la franchise en douane s’applique immédiatement.</p>
Extension of Honduras Tariff	<p>(8) Notwithstanding any other provision of this Act, for the purpose of giving effect to Annex 3.1 of the Canada–Honduras Free Trade Agreement, the Minister may, by order, amend the schedule to extend entitlement to the Honduras Tariff to any imported goods under such conditions as may be specified in the order.</p>	<p>(8) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, le ministre peut, par arrêté pris pour donner effet à l’annexe 3.1 de l’Accord de libre-échange Canada-Honduras, modifier l’annexe pour accorder, aux conditions qu’il détermine, le bénéfice du tarif du Honduras à des marchandises importées.</p>

Limits on
reduction of duty

(9) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, by order, specify limits on the aggregate quantity of goods of tariff item Nos. 1701.91.10, 1701.99.10, 1702.90.21, 1702.90.61, 1702.90.70 and 1702.90.81 that are entitled to the Honduras Tariff, and the limits apply during the periods and subject to the conditions that may be specified in the order.

(9) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut par décret, pour les périodes et aux conditions qui y sont spécifiées, limiter la quantité globale des marchandises des n^{os} tarifaires 1701.91.10, 1701.99.10, 1702.90.21, 1702.90.61, 1702.90.70 et 1702.90.81 qui bénéficient du tarif du Honduras.

Limitation

44. The Act is amended by adding the following after section 71.6:

44. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 71.6, de ce qui suit :

Order by
Governor in
Council

Bilateral Emergency Measures — Honduras

72. (1) This section does not apply in respect of textile and apparel goods set out in section 1 of Annex 3.1 of the Canada–Honduras Free Trade Agreement.

Mesures d'urgence bilatérales : Honduras

72. (1) Le présent article ne s'applique pas aux produits textiles et vêtements figurant à la section 1 de l'annexe 3.1 de l'Accord de libre-échange Canada-Honduras.

Non-application

(2) Subject to subsections (3) to (7), if at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council, as a result of an inquiry made by the Canadian International Trade Tribunal under subsection 19.019(2) of the *Canadian International Trade Tribunal Act* or further to a complaint filed under subsection 23(1.095) of that Act, that goods that are entitled to the Honduras Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities, in absolute terms or relative to the domestic production of like or directly competitive goods, and under such conditions as to constitute a principal cause of serious injury, or a threat of serious injury, to domestic producers of like or directly competitive goods, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, by order

(2) Sous réserve des paragraphes (3) à (7), si, à un moment donné, le gouverneur en conseil est convaincu, sur le fondement d'une enquête menée par le Tribunal canadien du commerce extérieur en vertu du paragraphe 19.019(2) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* ou par suite d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.095) de cette loi, que des marchandises sont, du fait qu'elles bénéficient du tarif du Honduras, importées en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport à la production nationale de marchandises similaires ou directement concurrentes, et dans des conditions telles que leur importation constitue une cause principale de dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage, il peut, sur recommandation du ministre, par décret :

Décret de
mesures
temporaires

(a) suspend, during the period that the order is in effect, any reduction of the rate of customs duty with respect to those goods that would otherwise be made after that time by virtue of section 49.6;

a) suspendre, pendant la période de validité du décret, toute réduction du taux qui aurait pu être accordée ultérieurement à l'égard de ces marchandises au titre de l'article 49.6;

(b) in respect of goods on which a customs duty is imposed on a seasonal basis, make those goods subject to a temporary duty, in addition to any other duty specified in the Act or any other Act of Parliament relating to customs, at a rate set out in the order, but that rate, when added to the rate of customs duty specified in the Honduras Tariff, may not

b) s'agissant de marchandises sur lesquelles est imposé un droit de douane sur une base saisonnière, les assujettir à un droit temporaire, en plus des autres droits prévus par la présente loi ou toute autre loi fédérale en matière douanière, au taux précisé, lequel ne peut toutefois, quand il s'ajoute au taux de

	<p>exceed the Most-Favoured-Nation Tariff rate of customs duty that was in effect for the corresponding season immediately before the coming into force of this subsection; and</p> <p>(c) in respect of goods other than goods referred to in paragraph (b), make those goods subject to a temporary duty, in addition to any other duty specified in this Act or in any other Act of Parliament relating to customs, at a rate set out in the order, but that rate, when added to the rate of customs duty specified in the Honduras Tariff that is in effect in respect of those goods at that time, may not exceed the lesser of</p> <p>(i) the Most-Favoured-Nation Tariff rate of customs duty that is in effect in respect of those goods at the time the order is made, and</p> <p>(ii) the Most-Favoured-Nation Tariff rate of customs duty that was in effect in respect of those goods immediately before the coming into force of this subsection.</p>	<p>droits de douane de la liste des dispositions tarifaires en vigueur à leur égard, excéder le taux de droits de douane du tarif de la nation la plus favorisée en vigueur à leur égard la veille de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe;</p> <p>c) s'agissant de marchandises autres que celles mentionnées à l'alinéa b), assujettir ces marchandises à un droit temporaire, en plus des autres droits prévus par la présente loi ou par toute autre loi fédérale en matière douanière, au taux précisé, lequel ne peut toutefois, quand il s'ajoute au taux de droits de douane de la liste des dispositions tarifaires en vigueur à leur égard, excéder le taux de droits de douane du tarif de la nation la plus favorisée en vigueur à leur égard la veille de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, ou, s'il est inférieur, celui qui l'est à la date de la prise du décret.</p>	
Terms and conditions	<p>(3) An order under subsection (2)</p> <p>(a) may not be made more than twice during the period beginning on the coming into force of this subsection and ending on the date that is eight years after the coming into force of this subsection in respect of goods of a particular kind;</p> <p>(b) remains in effect only for the period, not exceeding three years, that is specified in the order; and</p> <p>(c) may be made after the date that is eight years after the coming into force of this subsection if the order is based on an agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Honduras relating to the application of subsection (2).</p>	<p>(3) Le décret :</p> <p>a) ne peut être pris plus de deux fois à l'égard des marchandises d'une nature donnée au cours de la période commençant à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe et se terminant le jour de son huitième anniversaire;</p> <p>b) demeure en vigueur pendant la période — d'au plus trois ans — qui y est spécifiée;</p> <p>c) peut être pris après le huitième anniversaire de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux termes d'un accord conclu par le gouvernement du Canada et celui de la République du Honduras portant sur l'application du paragraphe (2).</p>	Modalités
Application of measures a second time	<p>(4) A measure referred to in an order made under subsection (2) may be applied a second time if</p> <p>(a) the period of time that has elapsed since the initial application of the measure ended is equal to at least one half the initial period of application;</p>	<p>(4) La mesure visée au paragraphe (2) peut être appliquée une deuxième fois si les conditions suivantes sont réunies :</p> <p>a) la durée qui s'est écoulée depuis l'application initiale de la mesure expirée représente au moins la moitié de la durée initiale d'application;</p>	Application d'une mesure pour la deuxième fois

Rate of duty when order ceases to have effect	<p>(b) the rate of duty for the first year of the second action is not greater than the rate that would be in effect in accordance with section 49.6, at the time the first action was imposed; and</p> <p>(c) the rate of duty applicable to any subsequent year is reduced in equal steps such that the duty rate in the final year of the action is equivalent to the rate provided for section 49.6 for that year.</p> <p>(5) If an order made under subsection (2) ceases to have effect in a particular calendar year</p>	<p>b) le taux pour la première année de la seconde mesure ne dépassera pas le taux qui était en vigueur, conformément à l'article 49.6;</p> <p>c) le taux applicable au cours de toute année subséquente fera l'objet d'une réduction progressive par tranches égales jusqu'à ce que le taux pour la dernière année de la mesure soit équivalent au taux prévu à l'article 49.6, pour cette année.</p> <p>(5) En cas de cessation d'effet du décret :</p> <p>a) le taux applicable aux marchandises est, jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, celui qui aurait été applicable un an après la prise du décret, réduit en conformité avec l'article 49.6;</p> <p>b) à compter du 1^{er} janvier suivant, le taux applicable est celui que le ministre spécifie en vertu du paragraphe (6).</p>	Taux à la cessation d'effet
Specification of applicable rate	<p>(a) the rate of customs duty applicable to the goods after the order ceases to have effect and until December 31 of that year is the rate that would otherwise have been applicable one year after the making of the order, as reduced in accordance with section 49.6; and</p> <p>(b) the rate of customs duty applicable to the goods beginning on January 1 of the following year is the rate specified by the Minister under subsection (6).</p> <p>(6) For the purposes of subsection (5), the Minister shall, by order, specify that the rate referred to in paragraph (5)(b) is</p>	<p>(6) Pour l'application du paragraphe (5), le ministre spécifie, par arrêté, que le taux visé à l'alinéa (5)b) est :</p> <p>a) soit celui qui aurait été applicable le 1^{er} janvier suivant la cessation d'effet du décret s'il avait été réduit en conformité avec l'article 49.6, lequel est réduit en conformité avec cet article pour les années suivantes;</p> <p>b) soit celui qui aurait été applicable un an après la prise du décret et qu'il est, pendant la période commençant le 1^{er} janvier suivant la cessation d'effet du décret et se terminant le jour où le taux aurait été réduit en conformité avec l'article 49.6, réduit par tranches annuelles égales pour atteindre le taux final.</p>	Taux précisé par arrêté
Definition of "principal cause"	<p>(a) the rate of customs duty that would have been applicable on January 1 of the year after the year in which the order ceases to have effect, if the rate of customs duty had been reduced in accordance with section 49.6, reduced for subsequent years in accordance with that section; or</p> <p>(b) the rate of customs duty that would have been applicable one year after the making of the order, reduced in equal annual stages beginning on January 1 of the year after the year in which the order ceases to have effect and ending on the day on which the rate of customs duty for the goods would otherwise be reduced to the final rate in accordance with section 49.6.</p> <p>(7) In this section, "principal cause" means, in respect of a serious injury or threat of serious injury, an important cause that is not less important than any other cause of the serious injury or threat.</p>	<p>(7) Au présent article, « cause principale » s'entend de toute cause sérieuse dont l'importance est égale ou supérieure à celle des autres causes du dommage grave ou de la menace d'un tel dommage.</p>	Définition de « cause principale »

Bilateral Emergency Measures for Textile and Apparel Goods Imported from Honduras

Mesures d'urgence bilatérales visant les produits textiles et vêtements importés du Honduras

Order by Governor in Council

73. (1) If it appears to the satisfaction of the Governor in Council, on the basis of a report of the Minister further to a complaint under subsection 23(1.096) of the *Canadian International Trade Tribunal Act* or as a result of an inquiry made by the Canadian International Trade Tribunal under subparagraph 26(1)(a)(i.96) of that Act, that textile and apparel goods set out in section 1 of Annex 3.1 of the Canada–Honduras Free Trade Agreement and entitled to the Honduras Tariff are being imported in such increased quantities, in absolute terms or relative to the domestic market for the goods, and under such conditions as to cause serious damage or an actual threat of serious damage to domestic producers of like or directly competitive goods, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, by order

73. (1) S'il est convaincu, sur le fondement soit d'un rapport du ministre établi par suite d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.096) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, soit d'une enquête menée par le Tribunal canadien du commerce extérieur en vertu du sous-alinéa 26(1)a)(i.96) de cette loi, que des produits textiles et vêtements figurant à la section 1 de l'annexe 3.1 de l'Accord de libre-échange Canada-Honduras et bénéficiant du tarif du Honduras sont importés en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport au marché intérieur pour de telles marchandises, et dans des conditions telles que leur importation cause un préjudice grave ou menace réellement de causer un tel préjudice aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut, par décret :

Décret

(a) suspend, during the period that the order is in effect, any reduction of the rate of customs duty in respect of the goods that would otherwise be made after that time by virtue of section 49.6; or

a) suspendre, pendant la période de validité du décret, toute réduction du taux qui aurait pu être accordée ultérieurement à l'égard de ces marchandises au titre de l'article 49.6;

(b) make those goods subject to a temporary duty, in addition to any other duty specified in this Act or any other Act of Parliament, at a rate set out in the order, but that rate, when added to the rate of customs duty specified in the Honduras Tariff that is in effect in respect of those goods at that time, may not exceed the lesser of

b) assujettir ces marchandises à un droit temporaire, en plus des autres droits prévus par la présente loi ou par toute autre loi fédérale en matière douanière, au taux précisé, lequel ne peut toutefois, quand il s'ajoute au taux de droits de douane de la liste des dispositions tarifaires en vigueur à leur égard, excéder le taux de droits de douane du tarif de la nation la plus favorisée en vigueur à leur égard la veille de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, ou, s'il est inférieur, celui qui l'est à la date de la prise du décret.

(i) the Most-Favoured-Nation Tariff rate for the goods in effect when the order is made, and

(ii) the Most-Favoured-Nation Tariff rate for the goods in effect immediately before the coming into force of this subsection.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le décret pris en vertu du paragraphe (1) s'applique pendant la période — d'au plus trois ans — qui est spécifiée.

Application du décret

Terms and conditions

(2) Subject to subsection (3), an order made under subsection (1) remains in effect for a period, not exceeding three years, specified in the order.

Duration of order	<p>(3) If an order is made under subsection (1) on the basis of a report of the Minister, the order ceases to have effect at the end of the one hundred and eightieth day after the day on which the order is made unless, before the order so ceases to have effect, the Canadian International Trade Tribunal reports to the Governor in Council, on the basis of an inquiry made under subparagraph 26(1)(a)(i.96) of the <i>Canadian International Trade Tribunal Act</i>, that the goods described in the report of the Minister are being imported from the country named in the report under such conditions as to cause or threaten serious damage to domestic producers of like or directly competitive goods.</p>	<p>(3) Le décret pris en vertu du paragraphe (1) sur le fondement d'un rapport du ministre cesse d'avoir effet à l'expiration du cent quatre-vingtième jour suivant sa prise; toutefois, il s'applique pendant la période qui y est spécifiée si, avant la date de cessation d'effet, le Tribunal canadien du commerce extérieur fait, par suite d'une enquête menée en vertu du sous-alinéa 26(1)a(i.96) de la <i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i>, rapport au gouverneur en conseil l'informant que les marchandises faisant l'objet du rapport du ministre sont importées d'un pays que mentionne le rapport, dans des conditions telles qu'elles causent ou menacent de causer un préjudice grave aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.</p>	Durée d'application du décret
Extension of order	<p>(4) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, by order, extend the period of an order made as a result of an inquiry of the Canadian International Trade Tribunal made under subparagraph 26(1)(a)(i.96) of the <i>Canadian International Trade Tribunal Act</i> or an order that remains in effect by virtue of subsection (3) on the basis of a report of that Tribunal, but the total period of the order may not exceed three years.</p>	<p>(4) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut, par décret, proroger la période d'application du décret pris par suite de l'enquête du Tribunal canadien du commerce extérieur en vertu du sous-alinéa 26(1)a(i.96) de la <i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> ou du décret s'appliquant encore au titre du paragraphe (3) par suite du rapport fait 25 par ce tribunal, la période d'application totale du décret ne pouvant toutefois dépasser trois ans.</p>	Prorogation du décret
Rate of duty after order ceases to have effect	<p>(5) If an order made under subsection (1) ceases to have effect in a particular calendar year,</p> <p>(a) the rate of customs duty applicable to the goods after the order ceases to have effect and until December 31 of that year is the rate that would have been applicable one year after the making of the order, as reduced in accordance with section 49.6; and</p> <p>(b) the rate of customs duty applicable to the goods beginning on January 1 of the following year is the rate specified by the Minister under subsection (6).</p>	<p>(5) En cas de cessation d'effet du décret :</p> <p>a) le taux applicable aux marchandises est, jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, celui qui aurait été applicable un an après la prise du décret, réduit en conformité avec l'article 49.6;</p> <p>b) à compter du 1^{er} janvier suivant, le taux applicable est celui que le ministre spécifie en vertu du paragraphe (6).</p>	Taux à la cessation d'effet
Specification of applicable rates	<p>(6) For the purposes of subsection (5), the Minister shall, by order, specify that the rate referred to in paragraph (5)(b) is</p> <p>(a) the rate of customs duty that would have been applicable on January 1 of the year after the year in which the order ceases to have effect if the rate of customs duty had been</p>	<p>(6) Pour l'application du paragraphe (5), le ministre spécifie, par arrêté, que le taux visé à l'alinéa (5)b) est :</p>	Taux précisé par arrêté

reduced in accordance with section 49.6, reduced for subsequent years in accordance with that section; or

(b) the rate of customs duty that would have been applicable one year after the making of the order, reduced in equal annual stages beginning on January 1 of the year after the year in which the order ceases to have effect and ending on the day on which the rate of customs duty for the goods would otherwise be reduced to the final rate in accordance with section 49.6.

Further orders

(7) An order under subsection (1) may not be made more than once during the period beginning on the coming into force of this subsection and ending on the date that is five years after the coming into force of this subsection in respect of goods of a particular kind.

45. Section 79 of the Act is amended by adding the following after paragraph (k):

(l) subsection 72(2);

(m) subsection 73(1).

46. (1) Paragraph 133(j) of the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to “Honduras” in the list of countries.

(2) Paragraph 133(j.1) of the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to “Honduras” in the list of countries.

47. The List of Countries and Applicable Tariff Treatments set out in the schedule to the Act is amended by adding, in the column “Tariff Treatment / Other”, a reference to “HNT” opposite the reference to “Honduras”.

48. (1) The List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by

(a) adding in the column “Preferential Tariff / Initial Rate”, above the reference to “GPT”, a reference to “HNT:”;

a) soit celui qui aurait été applicable le 1^{er} janvier suivant la cessation d’effet du décret s’il avait été réduit en conformité avec l’article 49.6, lequel est réduit en conformité avec cet article pour les années suivantes;

b) soit celui qui aurait été applicable un an après la prise du décret et qu’il est, pendant la période commençant le 1^{er} janvier suivant la cessation d’effet du décret et se terminant le jour où le taux aurait été réduit en conformité avec l’article 49.6, réduit par tranches annuelles égales pour atteindre le taux final.

(7) Le décret visé au paragraphe (1) ne peut être pris qu’une fois à l’égard de marchandises d’une nature donnée pendant la période commençant à la date d’entrée en vigueur du présent paragraphe et se terminant le jour de son cinquième anniversaire.

Décrets ultérieurs

45. L’article 79 de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa k), de ce qui suit :

l) le paragraphe 72(2);

m) le paragraphe 73(1).

46. (1) L’alinéa 133j) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de «Honduras» dans la liste des pays.

(2) L’alinéa 133j.1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de «Honduras» dans la liste des pays.

47. La liste des pays et traitements tarifaires qui leur sont accordés de l’annexe de la même loi est modifiée par adjonction, dans la colonne «Traitements tarifaires / Autres», de la mention «THN» en regard de «Honduras».

48. (1) La liste des dispositions tarifaires de l’annexe de la même loi est modifiée :

a) par adjonction, dans la colonne «Tarif de préférence / Taux initial», au-dessus de la mention «TPG», de la mention «THN:»;

(b) adding in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, above the reference to “GPT”, a reference to “HNT:”;

(c) adding in the column “Preferential Tariff / Initial Rate” a reference to “Free” 5 after the abbreviation “HNT”, and adding in the column “Preferential Tariff / Final Rate” a reference to “Free (A)” after the abbreviation “HNT”, for all tariff items except those tariff items set out in Sched- 10 ules 1 and 2 to this Act;

(d) adding in the columns “Preferential Tariff / Initial Rate” and “Preferential Tariff / Final Rate” a reference to “N/A” 15 after the abbreviation “HNT” for those tariff items set out in Schedule 1 to this Act; and

(e) adding in the columns “Preferential Tariff / Initial Rate” and “Preferential Tariff / Final Rate” after the abbreviation 20 “HNT”, for each tariff item set out in Schedule 2 to this Act, the rates of duty and staging categories set out with respect to that tariff item in that Schedule.

(2) The Description of Goods of tariff item 25 No. 1701.91.10 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by replacing the reference to “goods entitled to the Peru Tariff has not exceeded the aggregate quantity specified in the order 30 during the period” with a reference to “goods entitled to the Peru Tariff or the Honduras Tariff, as the case may be, has not exceeded the aggregate quantity specified in the applicable order during the period”. 35

(3) The Description of Goods of tariff item 40 No. 1701.99.10 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by replacing the reference to “goods entitled to the Peru Tariff has not exceeded the aggregate quantity specified in the order 45 during the period” with a reference to “goods entitled to the Peru Tariff or the Honduras

b) par adjonction dans la colonne «Tarif de préférence / Taux final», au-dessus de la mention «TPG», de la mention «THN :»;

c) par adjonction, dans la colonne «Tarif de préférence / Taux initial», de la mention 5 «En fr.» après l’abréviation «THN» et par adjonction, dans la colonne «Tarif de préférence / Taux final», de la mention 5 «En fr. (A)» après l’abréviation «THN» en regard de tous les numéros tarifaires à 10 l’exception de ceux figurant aux annexes 1 et 2 de la présente loi;

d) par adjonction, dans les colonnes «Tarif de préférence / Taux initial» et «Tarif de préférence / Taux final», de la mention 15 «S/O» après l’abréviation «THN» en regard des numéros tarifaires figurant à l’annexe 1 de la présente loi;

e) par adjonction, dans les colonnes «Tarif de préférence / Taux initial» et «Tarif de 20 préférence / Taux final» après l’abréviation «THN», en regard des numéros tarifaires figurant à l’annexe 2 de la présente loi, des taux de droits de douane et des catégories d’échelonnements corres- 25 pondants qui y sont prévus.

(2) La Dénomination des marchandises du 30 n° tarifaire 1701.91.10 de la liste des dispositions tarifaires de l’annexe de la même loi est modifiée par remplacement de «ces marchandises qui bénéficient du Tarif du Pérou n’ait pas excédé la quantité totale précisée dans le décret durant cette période» par «ces marchandises qui bénéficient, selon 35 le cas, du tarif du Pérou ou du tarif du Honduras n’ait pas excédé la quantité totale précisée dans le décret applicable durant cette période».

(3) La Dénomination des marchandises du 40 n° tarifaire 1701.99.10 de la liste des dispositions tarifaires de l’annexe de la même loi est modifiée par remplacement de «ces marchandises qui bénéficient du Tarif du Pérou n’ait pas excédé la quantité totale précisée dans le décret durant cette période» 45 par «ces marchandises qui bénéficient, selon le cas, du tarif du Pérou ou du tarif du

Tariff, as the case may be, has not exceeded the aggregate quantity specified in the applicable order during the period”.

(4) The Description of Goods of tariff item No. 1702.90.21 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by replacing the reference to “goods entitled to the Peru Tariff has not exceeded the aggregate quantity specified in the order during the period” with a reference to “goods entitled to the Peru Tariff or the Honduras Tariff, as the case may be, has not exceeded the aggregate quantity specified in the applicable order during the period”.

(5) The Description of Goods of tariff item No. 1702.90.61 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by replacing the reference to “goods entitled to the Peru Tariff has not exceeded the aggregate quantity specified in the order during the period” with a reference to “goods entitled to the Peru Tariff or the Honduras Tariff, as the case may be, has not exceeded the aggregate quantity specified in the applicable order during the period”.

(6) The Description of Goods of tariff item No. 1702.90.70 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by replacing the reference to “goods entitled to the Peru Tariff has not exceeded the aggregate quantity specified in the order during the period” with a reference to “goods entitled to the Peru Tariff or the Honduras Tariff, as the case may be, has not exceeded the aggregate quantity specified in the applicable order during the period”.

(7) The Description of Goods of tariff item No. 1702.90.81 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by replacing the reference to “goods entitled to the Peru Tariff has not exceeded the aggregate quantity specified in the order during the period” with a reference to “goods entitled to the Peru Tariff or the Honduras

Honduras n’ait pas excédé la quantité totale précisée dans le décret applicable durant cette période».

(4) La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 1702.90.21 de la liste des dispositions tarifaires de l’annexe de la même loi est modifiée par remplacement de « ces marchandises qui bénéficient du Tarif du Pérou n’ait pas excédé la quantité totale précisée dans le décret durant cette période » par « ces marchandises qui bénéficient, selon le cas, du tarif du Pérou ou du tarif du Honduras n’ait pas excédé la quantité totale précisée dans le décret applicable durant cette période ».

(5) La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 1702.90.61 de la liste des dispositions tarifaires de l’annexe de la même loi est modifiée par remplacement de « ces marchandises qui bénéficient du Tarif du Pérou n’ait pas excédé la quantité totale précisée dans le décret durant cette période » par « ces marchandises qui bénéficient, selon le cas, du tarif du Pérou ou du tarif du Honduras n’ait pas excédé la quantité totale précisée dans le décret applicable durant cette période ».

(6) La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 1702.90.70 de la liste des dispositions tarifaires de l’annexe de la même loi est modifiée par remplacement de « ces marchandises qui bénéficient du Tarif du Pérou n’ait pas excédé la quantité totale précisée dans le décret durant cette période » par « ces marchandises qui bénéficient, selon le cas, du tarif du Pérou ou du tarif du Honduras n’ait pas excédé la quantité totale précisée dans le décret applicable durant cette période ».

(7) La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 1702.90.81 de la liste des dispositions tarifaires de l’annexe de la même loi est modifiée par remplacement de « ces marchandises qui bénéficient du Tarif du Pérou n’ait pas excédé la quantité totale précisée dans le décret durant cette période » par « ces marchandises qui bénéficient, selon le cas, du tarif du Pérou ou du tarif du

Tariff, as the case may be, has not exceeded the aggregate quantity specified in the applicable order during the period”.

(8) The Description of Goods of tariff item No. 9971.00.00 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to “Honduras” in the list of countries.

(9) The Description of Goods of tariff item No. 9990.00.00 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to “Honduras” in the list of countries.

(10) The Description of Goods of tariff item No. 9992.00.00 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to “Honduras” in the list of countries.

Honduras n’ait pas excédé la quantité totale précisée dans le décret applicable durant cette période».

(8) La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 9971.00.00 de la liste des dispositions tarifaires de l’annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de «Honduras» dans la liste des pays.

(9) La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 9990.00.00 de la liste des dispositions tarifaires de l’annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de «Honduras» dans la liste des pays.

(10) La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 9992.00.00 de la liste des dispositions tarifaires de l’annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de «Honduras» dans la liste des pays.

2005, c. 34

DEPARTMENT OF HUMAN RESOURCES AND SKILLS DEVELOPMENT ACT

LOI SUR LE MINISTÈRE DES RESSOURCES HUMAINES ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

2005, ch. 34

2009, c. 16, s. 50

49. Subsection 19.1(1) of the *Department of Human Resources and Skills Development Act* is replaced by the following:

49. Le paragraphe 19.1(1) de la *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences* est remplacé par ce qui suit :

2009, ch. 16, art. 50

Crediting to Labour Cooperation Treaties Account

19.1 (1) All moneys received by Her Majesty as a result of a monetary assessment by a panel determination under any treaty respecting labour cooperation referred to in the schedule shall be paid into the Consolidated Revenue Fund and, if required under the treaty, credited to a special account in the accounts of Canada to be known as the Labour Cooperation Treaties Account.

19.1 (1) Les sommes reçues par Sa Majesté à titre de compensations monétaires versées par suite de la décision d’un groupe spécial rendue en vertu d’un traité sur le travail mentionné à l’annexe sont versées au Trésor et portées, lorsque le traité l’exige, au crédit du compte spécial intitulé «compte sur les traités sur le travail», ouvert parmi les comptes du Canada.

Crédits — compte sur les traités sur le travail

50. The schedule to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

50. L’annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

The Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Honduras, done at Ottawa on November 5, 2013, as amended from time to time in accordance with Article 22 of that Agreement.

L’Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République du Honduras, fait à Ottawa le 5 novembre 2013, avec ses modifications éventuelles apportées en conformité avec son article 22.

PART 3

COORDINATING AMENDMENTS AND
COMING INTO FORCE

COORDINATING AMENDMENTS

Bill C-4

51. (1) Subsections (2) and (3) apply if Bill C-4, introduced in the 2nd session of the 41st Parliament and entitled the *Economic Action Plan 2013 Act, No. 2* (in this section referred to as “other Act”), receives royal assent.

(2) If section 205 of the other Act comes into force before section 49 of this Act, then that section 49 and the heading before it are replaced by the following:

DEPARTMENT OF EMPLOYMENT AND
SOCIAL DEVELOPMENT ACT

49. Subsection 19.1(1) of the *Department of Employment and Social Development Act* is replaced by the following:

Crediting to
Labour
Cooperation
Treaties Account

19.1 (1) All moneys received by Her Majesty as a result of a monetary assessment by a panel determination under any treaty respecting labour cooperation referred to in the schedule shall be paid into the Consolidated Revenue Fund and, if required under the treaty, credited to a special account in the accounts of Canada to be known as the Labour Cooperation Treaties Account.

(3) If section 205 of the other Act and section 49 of this Act come into force on the same day, then that section 49 is deemed to have come into force before that section 205.

SOR/2013-163

52. (1) In this section, “Order” means the *Order Amending the Schedule to the Customs Tariff (Raw Cane Sugar)*, SOR/2013-163.

(2) If subsection 48(1) of this Act comes into force before section 2 of the Order, then, on the day on which that section 2 comes into force, the tariff provision that is added by that section 2 to the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the *Customs Tariff* is amended by

35

PARTIE 3

DISPOSITIONS DE COORDINATION ET
ENTRÉE EN VIGUEUR

DISPOSITIONS DE COORDINATION

Projet de loi C-4

51. (1) Les paragraphes (2) et (3) s’appliquent en cas de sanction du projet de loi C-4, déposé au cours de la 2^e session de la 41^e législature et intitulé *Loi n^o 2 sur le plan d’action économique de 2013* (appelé « autre loi » au présent article).

(2) Si l’article 205 de l’autre loi entre en vigueur avant l’article 49 de la présente loi, cet article 49 et l’intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

10

LOI SUR LE MINISTÈRE DE L’EMPLOI ET DU
DÉVELOPPEMENT SOCIAL

49. Le paragraphe 19.1(1) de la *Loi sur le ministère de l’Emploi et du Développement social* est remplacé par ce qui suit :

19.1 (1) Les sommes reçues par Sa Majesté à titre de compensations monétaires versées par suite de la décision d’un groupe spécial rendue en vertu d’un traité sur le travail mentionné à l’annexe sont versées au Trésor et portées, lorsque le traité l’exige, au crédit du compte spécial intitulé « compte sur les traités sur le 20 travail », ouvert parmi les comptes du Canada.

Crédits —
compte sur les
traités sur le
travail

(3) Si l’entrée en vigueur de l’article 205 de l’autre loi et celle de l’article 49 de la présente loi sont concomitantes, cet article 49 est réputé être entré en vigueur avant cet article 205.

52. (1) Au présent article, « décret » s’entend du *Décret modifiant l’annexe du Tarif des douanes (sucres de canne bruts)*, DORS/2013-163.

DORS/2013-163

(2) Si le paragraphe 48(1) de la présente loi entre en vigueur avant l’article 2 du décret, à la date d’entrée en vigueur de cet article 2, la disposition tarifaire ajoutée à l’annexe du *Tarif des douanes* par cet article 2 est modifiée :

30

(a) adding in the column “Preferential Tariff / Initial Rate”, above the reference to “GPT”, a reference to “HNT:”;

(b) adding in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, above the reference to “GPT”, a reference to “HNT:”; and

(c) adding in the column “Preferential Tariff / Initial Rate” a reference to “Free” after the abbreviation “HNT”, and adding in the column “Preferential Tariff / Final Rate” a reference to “Free (A)” after the abbreviation “HNT”.

(3) If section 2 of the Order comes into force on the same day as subsection 48(1) of this Act, then that section 2 is deemed to have come into force before that subsection 48(1).

COMING INTO FORCE

Order in council 53. This Act, other than sections 51 and 52, comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

a) par adjonction, dans la colonne «Tarif de préférence / Taux initial», au-dessus de la mention «TPG», de la mention «THN:»;

b) par adjonction, dans la colonne «Tarif de préférence / Taux final», au-dessus de la mention «TPG», de la mention «THN:»;

c) par adjonction, dans la colonne «Tarif de préférence / Taux initial», de la mention «En fr.» après l’abréviation «THN» et par adjonction, dans la colonne «Tarif de préférence / Taux final», de la mention «En fr. (A)» après l’abréviation «THN».

(3) Si l’entrée en vigueur de l’article 2 du décret et celle du paragraphe 48(1) de la présente loi sont concomitantes, cet article 2 est réputé être entré en vigueur avant ce paragraphe 48(1).

ENTRÉE EN VIGUEUR

53. La présente loi, à l’exception des articles 51 et 52, entre en vigueur à la date 20 fixée par décret. Décret

SCHEDULE 1
(Paragraphs 48(1)(c) and (d))

0105.11.21	0402.21.11	0406.90.91	1702.90.17
0105.11.22	0402.21.12	0406.90.92	1702.90.18
0105.94.91	0402.21.21	0406.90.93	1702.90.29
0105.94.92	0402.21.22	0406.90.94	1702.90.69
0105.99.11	0402.29.11	0406.90.95	1702.90.89
0105.99.12	0402.29.12	0406.90.96	1806.20.22
0207.11.91	0402.29.21	0406.90.98	1806.90.12
0207.11.92	0402.29.22	0406.90.99	1901.20.12
0207.12.91	0402.91.10	0407.11.11	1901.20.22
0207.12.92	0402.91.20	0407.11.12	1901.90.32
0207.13.91	0402.99.10	0407.11.91	1901.90.34
0207.13.92	0402.99.20	0407.11.92	1901.90.52
0207.13.93	0403.10.10	0407.21.10	1901.90.54
0207.14.22	0403.10.20	0407.21.20	2105.00.91
0207.14.91	0403.90.11	0407.90.11	2105.00.92
0207.14.92	0403.90.12	0407.90.12	2106.90.32
0207.14.93	0403.90.91	0408.11.10	2106.90.34
0207.24.11	0403.90.92	0408.11.20	2106.90.52
0207.24.12	0404.10.21	0408.19.10	2106.90.94
0207.24.91	0404.10.22	0408.19.20	2202.90.43
0207.24.92	0404.90.10	0408.91.10	2309.90.32
0207.25.11	0404.90.20	0408.91.20	3502.11.10
0207.25.12	0405.10.10	0408.99.10	3502.11.20
0207.25.91	0405.10.20	0408.99.20	3502.19.10
0207.25.92	0405.20.10	1517.90.22	3502.19.20
0207.26.10	0405.20.20	1517.90.91	3504.00.12
0207.26.20	0405.90.10	1601.00.21	3504.00.90
0207.26.30	0405.90.20	1601.00.22	9801.20.00
0207.27.12	0406.10.10	1601.00.31	9826.10.00
0207.27.91	0406.10.20	1601.00.32	9826.20.00
0207.27.92	0406.20.11	1602.20.22	9826.30.00
0207.27.93	0406.20.12	1602.20.32	9826.40.00
0209.90.10	0406.20.91	1602.31.12	9897.00.00
0209.90.20	0406.20.92	1602.31.13	9898.00.00
0209.90.30	0406.30.10	1602.31.14	9899.00.00
0209.90.40	0406.30.20	1602.31.93	9904.00.00
0210.99.11	0406.40.10	1602.31.94	9938.00.00
0210.99.12	0406.40.20	1602.31.95	9987.00.00
0210.99.13	0406.90.12	1602.32.12	
0210.99.14	0406.90.21	1602.32.13	
0210.99.15	0406.90.22	1602.32.14	
0210.99.16	0406.90.31	1602.32.93	
0401.10.10	0406.90.32	1602.32.94	
0401.10.20	0406.90.41	1602.32.95	
0401.20.10	0406.90.42	1701.91.90	
0401.20.20	0406.90.51	1701.99.90	
0401.40.10	0406.90.52	1702.90.11	
0401.40.20	0406.90.62	1702.90.12	
0401.50.10	0406.90.71	1702.90.13	
0401.50.20	0406.90.72	1702.90.14	
0402.10.10	0406.90.81	1702.90.15	
0402.10.20	0406.90.82	1702.90.16	

ANNEXE 1
(alinéas 48(1)c) et d))

0105.11.21	0402.21.11	0406.90.91	1702.90.17
0105.11.22	0402.21.12	0406.90.92	1702.90.18
0105.94.91	0402.21.21	0406.90.93	1702.90.29
0105.94.92	0402.21.22	0406.90.94	1702.90.69
0105.99.11	0402.29.11	0406.90.95	1702.90.89
0105.99.12	0402.29.12	0406.90.96	1806.20.22
0207.11.91	0402.29.21	0406.90.98	1806.90.12
0207.11.92	0402.29.22	0406.90.99	1901.20.12
0207.12.91	0402.91.10	0407.11.11	1901.20.22
0207.12.92	0402.91.20	0407.11.12	1901.90.32
0207.13.91	0402.99.10	0407.11.91	1901.90.34
0207.13.92	0402.99.20	0407.11.92	1901.90.52
0207.13.93	0403.10.10	0407.21.10	1901.90.54
0207.14.22	0403.10.20	0407.21.20	2105.00.91
0207.14.91	0403.90.11	0407.90.11	2105.00.92
0207.14.92	0403.90.12	0407.90.12	2106.90.32
0207.14.93	0403.90.91	0408.11.10	2106.90.34
0207.24.11	0403.90.92	0408.11.20	2106.90.52
0207.24.12	0404.10.21	0408.19.10	2106.90.94
0207.24.91	0404.10.22	0408.19.20	2202.90.43
0207.24.92	0404.90.10	0408.91.10	2309.90.32
0207.25.11	0404.90.20	0408.91.20	3502.11.10
0207.25.12	0405.10.10	0408.99.10	3502.11.20
0207.25.91	0405.10.20	0408.99.20	3502.19.10
0207.25.92	0405.20.10	1517.90.22	3502.19.20
0207.26.10	0405.20.20	1517.90.91	3504.00.12
0207.26.20	0405.90.10	1601.00.21	3504.00.90
0207.26.30	0405.90.20	1601.00.22	9801.20.00
0207.27.12	0406.10.10	1601.00.31	9826.10.00
0207.27.91	0406.10.20	1601.00.32	9826.20.00
0207.27.92	0406.20.11	1602.20.22	9826.30.00
0207.27.93	0406.20.12	1602.20.32	9826.40.00
0209.90.10	0406.20.91	1602.31.12	9897.00.00
0209.90.20	0406.20.92	1602.31.13	9898.00.00
0209.90.30	0406.30.10	1602.31.14	9899.00.00
0209.90.40	0406.30.20	1602.31.93	9904.00.00
0210.99.11	0406.40.10	1602.31.94	9938.00.00
0210.99.12	0406.40.20	1602.31.95	9987.00.00
0210.99.13	0406.90.12	1602.32.12	
0210.99.14	0406.90.21	1602.32.13	
0210.99.15	0406.90.22	1602.32.14	
0210.99.16	0406.90.31	1602.32.93	
0401.10.10	0406.90.32	1602.32.94	
0401.10.20	0406.90.41	1602.32.95	
0401.20.10	0406.90.42	1701.91.90	
0401.20.20	0406.90.51	1701.99.90	
0401.40.10	0406.90.52	1702.90.11	
0401.40.20	0406.90.62	1702.90.12	
0401.50.10	0406.90.71	1702.90.13	
0401.50.20	0406.90.72	1702.90.14	
0402.10.10	0406.90.81	1702.90.15	
0402.10.20	0406.90.82	1702.90.16	

SCHEDULE 2
(Paragraphs 48(1)(c) and (e))

Tariff Item	Initial Rate	Final Rate
0210.99.19	2.5%	Free (U2)
0701.10.00	\$4.94/tonne	Free (U1)
0701.90.00	\$4.94/tonne	Free (U1)
0702.00.11	1.41¢/kg but not less than 9.5%	Free (U1)
0702.00.19	1.41¢/kg but not less than 9.5%	Free (U1)
0703.10.21	2.12¢/kg but not less than 9.5%	Free (U1)
0703.10.91	2.81¢/kg but not less than 12.5%	Free (U1)
0705.11.11	2.35¢/kg but not less than 12.5% plus 4%	Free (U1)
0705.11.12	2.35¢/kg but not less than 12.5%	Free (U1)
0705.19.11	2.35¢/kg but not less than 12.5% plus 4%	Free (U1)
0705.19.12	2.35¢/kg but not less than 12.5%	Free (U1)
0706.10.11	1.88¢/kg but not less than 4% plus 4%	Free (U1)
0706.10.12	1.88¢/kg but not less than 4%	Free (U1)
0706.10.31	0.94¢/kg plus 4%	Free (U1)
0706.10.32	0.94¢/kg	Free (U1)
0706.90.21	1.88¢/kg but not less than 8.5% plus 4%	Free (U1)
0706.90.22	1.88¢/kg but not less than 8.5%	Free (U1)
0706.90.51	1.41¢/kg but not less than 6%	Free (U1)
0708.20.10	1.41¢/kg but not less than 6%	Free (U1)
0710.10.00	6%	Free(U1)
0710.29.90	9.5%	Free (U1)
0710.80.40	11%	Free (U1)
0711.40.90	10.5%	Free (U1)
0711.51.00	8%	Free (U1)
0712.20.00	6%	Free (U1)
0712.31.00	6%	Free (U1)
0712.32.90	6%	Free (U1)
0712.33.00	6%	Free (U1)
0712.39.19	6%	Free (U1)
0712.90.20	6%	Free (U1)
0806.10.11	1.41¢/kg	Free (U1)
0806.10.99	6%	Free (U1)
0808.10.90	8.5%	Free (U1)
0808.30.10	2.12¢/kg but not less than 8%	Free (U1)
0808.30.91	2.81¢/kg but not less than 10.5%	Free (U1)
0809.10.91	4.68¢/kg but not less than 10.5%	Free (U1)
0809.21.11	5.64¢/kg but not less than 8%	Free (U1)
0809.21.90	6%	Free (U1)

Tariff Item	Initial Rate	Final Rate
0809.29.10	5.64¢/kg but not less than 8%	Free (U1)
0809.29.21	5.62¢/kg but not less than 8.5%	Free (U1)
0809.29.90	6%	Free (U1)
0809.30.21	5.62¢/kg but not less than 10.5%	Free (U1)
0809.30.90	8.5%	Free (U1)
0809.40.21	2.81¢/kg but not less than 10.5%	Free (U1)
0809.40.31	3.75¢/kg but not less than 10.5%	Free (U1)
0809.40.90	8.5%	Free (U1)
0810.10.10	5.62¢/kg but not less than 8.5%	Free (U1)
0810.10.91	5.62¢/kg but not less than 8.5%	Free (U1)
0811.10.10	5.62¢/kg but not less than 8.5%	Free (U1)
0811.10.90	12.5%	Free (U1)
0811.20.00	6%	Free (U1)
0811.90.10	9.37¢/kg but not less than 12.5%	Free (U1)
0811.90.20	10.5%	Free (U1)
0812.90.20	9.37¢/kg but not less than 14.5%	Free (U1)
0813.30.00	6%	Free (U1)
1517.90.21	7.5%	Free (U2)
1806.20.21	5%	Free (U2)
1806.90.11	5%	Free (U2)
1901.20.13	4%	Free (U1)
1901.20.14	4%	Free (U2)
1901.20.15	11.93¢/kg plus 8.5%	Free (U2)
1901.90.33	6.5%	Free (U2)
1901.90.39	9.5%	Free (U1)
2002.10.00	11.5%	Free (U1)
2002.90.00	11.5%	Free (U1)
2003.90.90	17%	Free (U1)
2004.10.00	6%	Free (U1)
2005.10.00	8%	Free (U1)
2005.20.00	6%	Free (U1)
2005.40.00	8%	Free (U1)
2005.80.00	10.5%	Free (U1)
2005.99.11	14.5%	Free (U1)
2005.99.19	8%	Free (U1)
2007.10.00	6.5%	Free (U1)
2008.40.10	6%	Free (U1)
2008.40.20	9.5%	Free (U1)
2008.40.90	9.5%	Free (U1)
2008.50.10	6%	Free (U1)
2008.50.90	9.5%	Free (U1)

Tariff Item	Initial Rate	Final Rate
2008.60.10	6%	Free (U1)
2008.60.90	12.5%	Free (U1)
2008.70.10	6%	Free (U1)
2008.70.90	8%	Free (U1)
2008.80.00	8.5%	Free (U1)
2008.99.10	4%	Free (U1)
2008.99.20	4%	Free (U1)
2009.50.00	12.5%	Free (U1)
2009.61.90	9.5%	Free (U1)
2009.69.90	9.5%	Free (U1)
2009.71.10	8.5%	Free (U1)
2009.71.90	4%	Free (U1)
2009.79.19	8.5%	Free (U1)
2009.79.90	4%	Free (U1)
2102.10.10	8%	Free (U1)
2102.10.20	6%	Free (U1)
2103.10.00	9.5%	Free (U1)
2105.00.10	9.5%	Free (U1)
2106.90.21	6%	Free (U1)
2106.90.29	6%	Free (U1)
2106.90.31	5%	Free (U2)
2106.90.33	5%	Free (U2)
2106.90.51	6.68¢/kg	Free (U2)
2106.90.91	10.5%	Free (U1)
2106.90.92	10.5%	Free (U1)
2106.90.93	7%	Free (U1)
2202.90.42	7.5%	Free (U2)
2309.90.31	2%	Free (U2)
3923.21.90	6.5%	Free (U1)
3923.29.90	6.5%	Free (U1)
3924.10.00	6.5%	Free (U1)
3924.90.00	6.5%	Free (U1)
3926.10.00	6.5%	Free (U1)
3926.20.93	6.5%	Free (U1)
3926.20.99	6.5%	Free (U1)
3926.90.99	6.5%	Free (U1)
6401.10.11	20%	Free (U1)
6401.10.19	20%	Free (U1)
6401.10.20	20%	Free (U1)
6401.92.11	20%	Free (U1)
6401.92.12	20%	Free (U1)

Tariff Item	Initial Rate	Final Rate
6401.92.30	20%	Free (U1)
6401.92.91	20%	Free (U1)
6401.99.11	20%	Free (U1)
6401.99.19	20%	Free (U1)
6401.99.20	20%	Free (U1)
6402.19.10	17.5%	Free (U1)
6402.19.90	17.5%	Free (U1)
6402.20.11	16%	Free (U1)
6402.20.19	16%	Free (U1)
6402.20.20	18%	Free (U1)
6402.91.10	17.5%	Free (U1)
6402.91.90	17.5%	Free (U1)
6402.99.10	17.5%	Free (U1)
6402.99.90	17.5%	Free (U1)
6403.19.20	18%	Free (U1)
6403.19.90	18%	Free (U1)
6403.20.00	18%	Free (U1)
6403.40.00	18%	Free (U1)
6403.51.00	18%	Free (U1)
6403.59.20	11%	Free (U1)
6403.59.90	18%	Free (U1)
6403.91.00	18%	Free (U1)
6403.99.30	11%	Free (U1)
6403.99.90	18%	Free (U1)
6404.11.11	16%	Free (U1)
6404.11.19	16%	Free (U1)
6404.11.91	18%	Free (U1)
6404.11.99	18%	Free (U1)
6404.19.20	7.5%	Free (U1)
6404.19.30	16%	Free (U1)
6404.19.90	18%	Free (U1)
6404.20.90	18%	Free (U1)
6405.10.90	18%	Free (U1)
6405.20.20	18%	Free (U1)
6405.20.90	18%	Free (U1)
6405.90.00	18%	Free (U1)
6406.10.91	8%	Free (U1)
6406.90.30	10%	Free (U1)
6406.90.90	5%	Free (U1)
8536.61.00	2.5%	Free (U1)
9404.90.10	14%	Free (U1)
9404.90.90	14%	Free (U1)

ANNEXE 2
(alinéas 48(1)c) et e)

Numéro tarifaire	Taux initial	Taux final
0210.99.19	2,5 %	En fr. (U2)
0701.10.00	4,94 \$/tonne métrique	En fr. (U1)
0701.90.00	4,94 \$/tonne métrique	En fr. (U1)
0702.00.11	1,41 ¢/kg mais pas moins de 9,5 %	En fr. (U1)
0702.00.19	1,41 ¢/kg mais pas moins de 9,5 %	En fr. (U1)
0703.10.21	2,12 ¢/kg mais pas moins de 9,5 %	En fr. (U1)
0703.10.91	2,81 ¢/kg mais pas moins de 12,5 %	En fr. (U1)
0705.11.11	2,35 ¢/kg mais pas moins de 12,5 % plus 4 %	En fr. (U1)
0705.11.12	2,35 ¢/kg mais pas moins de 12,5 %	En fr. (U1)
0705.19.11	2,35 ¢/kg mais pas moins de 12,5 % plus 4 %	En fr. (U1)
0705.19.12	2,35 ¢/kg mais pas moins de 12,5 %	En fr. (U1)
0706.10.11	1,88 ¢/kg mais pas moins de 4 % plus 4 %	En fr. (U1)
0706.10.12	1,88 ¢/kg mais pas moins de 4 %	En fr. (U1)
0706.10.31	0,94 ¢/kg plus 4 %	En fr. (U1)
0706.10.32	0,94 ¢/kg	En fr. (U1)
0706.90.21	1,88 ¢/kg mais pas moins de 8,5 % plus 4 %	En fr. (U1)
0706.90.22	1,88 ¢/kg mais pas moins de 8,5 %	En fr. (U1)
0706.90.51	1,41 ¢/kg mais pas moins de 6 %	En fr. (U1)
0708.20.10	1,41 ¢/kg mais pas moins de 6 %	En fr. (U1)
0710.10.00	6 %	En fr. (U1)
0710.29.90	9,5 %	En fr. (U1)
0710.80.40	11 %	En fr. (U1)
0711.40.90	10,5 %	En fr. (U1)
0711.51.00	8 %	En fr. (U1)
0712.20.00	6 %	En fr. (U1)
0712.31.00	6 %	En fr. (U1)
0712.32.90	6 %	En fr. (U1)
0712.33.00	6 %	En fr. (U1)
0712.39.19	6 %	En fr. (U1)
0712.90.20	6 %	En fr. (U1)
0806.10.11	1,41 ¢/kg	En fr. (U1)
0806.10.99	6 %	En fr. (U1)
0808.10.90	8,5 %	En fr. (U1)
0808.30.10	2,12 ¢/kg mais pas moins de 8 %	En fr. (U1)
0808.30.91	2,81 ¢/kg mais pas moins de 10,5 %	En fr. (U1)
0809.10.91	4,68 ¢/kg mais pas moins de 10,5 %	En fr. (U1)
0809.21.11	5,64 ¢/kg mais pas moins de 8 %	En fr. (U1)
0809.21.90	6 %	En fr. (U1)

Numéro tarifaire	Taux initial	Taux final
0809.29.10	5,64 ¢/kg mais pas moins de 8 %	En fr. (U1)
0809.29.21	5,62 ¢/kg mais pas moins de 8,5 %	En fr. (U1)
0809.29.90	6 %	En fr. (U1)
0809.30.21	5,62 ¢/kg mais pas moins de 10,5 %	En fr. (U1)
0809.30.90	8,5 %	En fr. (U1)
0809.40.21	2,81 ¢/kg mais pas moins de 10,5 %	En fr. (U1)
0809.40.31	3,75 ¢/kg mais pas moins de 10,5 %	En fr. (U1)
0809.40.90	8,5 %	En fr. (U1)
0810.10.10	5,62 ¢/kg mais pas moins de 8,5 %	En fr. (U1)
0810.10.91	5,62 ¢/kg mais pas moins de 8,5 %	En fr. (U1)
0811.10.10	5,62 ¢/kg mais pas moins de 8,5 %	En fr. (U1)
0811.10.90	12,5 %	En fr. (U1)
0811.20.00	6 %	En fr. (U1)
0811.90.10	9,37 ¢/kg mais pas moins de 12,5 %	En fr. (U1)
0811.90.20	10,5 %	En fr. (U1)
0812.90.20	9,37 ¢/kg mais pas moins de 14,5 %	En fr. (U1)
0813.30.00	6 %	En fr. (U1)
1517.90.21	7,5 %	En fr. (U2)
1806.20.21	5 %	En fr. (U2)
1806.90.11	5 %	En fr. (U2)
1901.20.13	4 %	En fr. (U1)
1901.20.14	4 %	En fr. (U2)
1901.20.15	11,93 ¢/kg plus 8,5 %	En fr. (U2)
1901.90.33	6,5 %	En fr. (U2)
1901.90.39	9,5 %	En fr. (U1)
2002.10.00	11,5 %	En fr. (U1)
2002.90.00	11,5 %	En fr. (U1)
2003.90.90	17 %	En fr. (U1)
2004.10.00	6 %	En fr. (U1)
2005.10.00	8 %	En fr. (U1)
2005.20.00	6 %	En fr. (U1)
2005.40.00	8 %	En fr. (U1)
2005.80.00	10,5 %	En fr. (U1)
2005.99.11	14,5 %	En fr. (U1)
2005.99.19	8 %	En fr. (U1)
2007.10.00	6,5 %	En fr. (U1)
2008.40.10	6 %	En fr. (U1)
2008.40.20	9,5 %	En fr. (U1)
2008.40.90	9,5 %	En fr. (U1)
2008.50.10	6 %	En fr. (U1)
2008.50.90	9,5 %	En fr. (U1)

Numéro tarifaire	Taux initial	Taux final
2008.60.10	6 %	En fr. (U1)
2008.60.90	12,5 %	En fr. (U1)
2008.70.10	6 %	En fr. (U1)
2008.70.90	8 %	En fr. (U1)
2008.80.00	8,5 %	En fr. (U1)
2008.99.10	4 %	En fr. (U1)
2008.99.20	4 %	En fr. (U1)
2009.50.00	12,5 %	En fr. (U1)
2009.61.90	9,5 %	En fr. (U1)
2009.69.90	9,5 %	En fr. (U1)
2009.71.10	8,5 %	En fr. (U1)
2009.71.90	4 %	En fr. (U1)
2009.79.19	8,5 %	En fr. (U1)
2009.79.90	4 %	En fr. (U1)
2102.10.10	8 %	En fr. (U1)
2102.10.20	6 %	En fr. (U1)
2103.10.00	9,5 %	En fr. (U1)
2105.00.10	9,5 %	En fr. (U1)
2106.90.21	6 %	En fr. (U1)
2106.90.29	6 %	En fr. (U1)
2106.90.31	5 %	En fr. (U2)
2106.90.33	5 %	En fr. (U2)
2106.90.51	6,68 ¢/kg	En fr. (U2)
2106.90.91	10,5 %	En fr. (U1)
2106.90.92	10,5 %	En fr. (U1)
2106.90.93	7 %	En fr. (U1)
2202.90.42	7,5 %	En fr. (U2)
2309.90.31	2 %	En fr. (U2)
3923.21.90	6,5 %	En fr. (U1)
3923.29.90	6,5 %	En fr. (U1)
3924.10.00	6,5 %	En fr. (U1)
3924.90.00	6,5 %	En fr. (U1)
3926.10.00	6,5 %	En fr. (U1)
3926.20.93	6,5 %	En fr. (U1)
3926.20.99	6,5 %	En fr. (U1)
3926.90.99	6,5 %	En fr. (U1)
6401.10.11	20 %	En fr. (U1)
6401.10.19	20 %	En fr. (U1)
6401.10.20	20 %	En fr. (U1)
6401.92.11	20 %	En fr. (U1)
6401.92.12	20 %	En fr. (U1)

Numéro tarifaire	Taux initial	Taux final
6401.92.30	20 %	En fr. (U1)
6401.92.91	20 %	En fr. (U1)
6401.99.11	20 %	En fr. (U1)
6401.99.19	20 %	En fr. (U1)
6401.99.20	20 %	En fr. (U1)
6402.19.10	17,5 %	En fr. (U1)
6402.19.90	17,5 %	En fr. (U1)
6402.20.11	16 %	En fr. (U1)
6402.20.19	16 %	En fr. (U1)
6402.20.20	18 %	En fr. (U1)
6402.91.10	17,5 %	En fr. (U1)
6402.91.90	17,5 %	En fr. (U1)
6402.99.10	17,5 %	En fr. (U1)
6402.99.90	17,5 %	En fr. (U1)
6403.19.20	18 %	En fr. (U1)
6403.19.90	18 %	En fr. (U1)
6403.20.00	18 %	En fr. (U1)
6403.40.00	18 %	En fr. (U1)
6403.51.00	18 %	En fr. (U1)
6403.59.20	11 %	En fr. (U1)
6403.59.90	18 %	En fr. (U1)
6403.91.00	18 %	En fr. (U1)
6403.99.30	11 %	En fr. (U1)
6403.99.90	18 %	En fr. (U1)
6404.11.11	16 %	En fr. (U1)
6404.11.19	16 %	En fr. (U1)
6404.11.91	18 %	En fr. (U1)
6404.11.99	18 %	En fr. (U1)
6404.19.20	7,5 %	En fr. (U1)
6404.19.30	16 %	En fr. (U1)
6404.19.90	18 %	En fr. (U1)
6404.20.90	18 %	En fr. (U1)
6405.10.90	18 %	En fr. (U1)
6405.20.20	18 %	En fr. (U1)
6405.20.90	18 %	En fr. (U1)
6405.90.00	18 %	En fr. (U1)
6406.10.91	8 %	En fr. (U1)
6406.90.30	10 %	En fr. (U1)
6406.90.90	5 %	En fr. (U1)
8536.61.00	2,5 %	En fr. (U1)
9404.90.10	14 %	En fr. (U1)
9404.90.90	14 %	En fr. (U1)

EXPLANATORY NOTES

NOTES EXPLICATIVES

*Crown Liability and Proceedings Act**Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*

Clause 16: New.

Article 16: Nouveau.

*Export and Import Permits Act**Loi sur les licences d'exportation et d'importation*

Clause 17: (1) New.

Article 17: (1) Nouveau.

(2) Existing text of subsection 2(2):

(2) Texte du paragraphe 2(2):

(2) For the purposes of this Act, goods are imported from a NAFTA country, from Chile or from Costa Rica if they are shipped directly to Canada from the NAFTA country, from Chile or from Costa Rica, as the case may be, within the meaning of sections 17 and 18 of the *Customs Tariff*.

(2) Pour l'application de la présente loi, sont des marchandises importées d'un pays ALÉNA, du Chili ou du Costa Rica les marchandises transportées directement au Canada de ce pays ALÉNA, du Chili ou du Costa Rica, selon le cas, conformément aux articles 17 et 18 du *Tarif des douanes*.

Clause 18: Existing text of subsections 5.2(1) and (2):

Article 18: Texte des paragraphes 5.2(1) et (2):

5.2 (1) If at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council that it is advisable to collect information with respect to the exportation or importation of any goods in respect of which a specified quantity is eligible each year for the rate of duty provided for in the Schedules to Annex 302.2 of NAFTA in accordance with Appendix 6 of Annex 300-B of NAFTA, for the rate of duty provided for in the Schedules to Annex C-02.2 of CCFTA in accordance with Appendix 5.1 of Annex C-00-B of CCFTA or for the rate of duty provided for in the Schedule to Annex III.3.1 of CCRFTA in accordance with Appendix III.1.6.1 of Annex III.1 of CCRFTA, as the case may be, the Governor in Council may, by order and without reference to that quantity, include those goods on the Export Control List or the Import Control List, or on both, in order to facilitate the collection of that information.

5.2 (1) Lorsqu'il est convaincu qu'il est souhaitable d'obtenir des renseignements sur l'exportation ou l'importation de marchandises dont une quantité spécifiée est susceptible chaque année de bénéficier soit du taux de droits prévu par les listes de l'annexe 302.2 de l'ALÉNA conformément à l'appendice 6 de l'annexe 300-B de celui-ci, soit du taux de droits prévu aux listes de l'annexe C-02.2 de l'ALÉCC conformément à l'appendice 5.1 de l'annexe C-00-B de celui-ci, soit du taux de droits prévu aux listes de l'annexe III.3.1 de l'ALÉCCR conformément à l'appendice III.1.6.1 de l'annexe III.1 de celui-ci, le gouverneur en conseil peut, par décret et sans mention de la quantité, porter ces marchandises sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée et sur celle des marchandises d'importation contrôlée, ou sur l'une de ces listes, pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements.

(2) If at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council that, for the purposes of implementing NAFTA, CCFTA or CCRFTA it is advisable to collect information with respect to the importation into Canada of any goods listed in Appendix 1.1 of Annex 300-B of NAFTA, in Appendix 1.1 of Annex C-00-B of CCFTA or in Appendix III.1.1.1 of Annex III.1 of CCRFTA as the case may be, the Governor in Council may, by order, include those goods on the Import Control List in order to facilitate the collection of that information.

(2) Lorsqu'il est convaincu qu'il est souhaitable, pour la mise en oeuvre de l'ALÉNA, de l'ALÉCC ou de l'ALÉCCR d'obtenir des renseignements sur l'importation de marchandises énumérées à l'appendice 1.1 de l'annexe 300-B de l'ALÉNA, à l'appendice 1.1 de l'annexe C-00-B de l'ALÉCC ou à l'appendice III.1.1.1 de l'annexe III.1 de l'ALÉCCR, selon le cas, le gouverneur en conseil peut, par décret, porter ces marchandises sur la liste des marchandises d'importation contrôlée pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements.

Clause 19: (1) and (2) Relevant portion of section 9.1:

Article 19: (1) et (2) Texte du passage visé de l'article 9.1 :

9.1 The Minister may, for the purpose of implementing an intergovernmental arrangement with a NAFTA country respecting the administration of Appendix 6 to Annex 300-B of NAFTA, with Chile respecting the administration of Appendix 5.1 to Annex C-00-B of CCFTA or with Costa Rica respecting the administration of Appendix III.1.6.1 to Annex III.1 of CCRFTA, issue a certificate with respect to an exportation of goods to the NAFTA country, to Chile or to Costa Rica, as the case may be, stating the specific quantity of those goods that

9.1 Le ministre peut, pour la mise en oeuvre de tout accord intergouvernemental soit avec un pays ALÉNA concernant l'application de l'appendice 6 de l'annexe 300-B de l'ALÉNA, soit avec le Chili concernant l'application de l'appendice 5.1 de l'annexe C-00-B de l'ALÉCC, soit avec le Costa Rica concernant l'application de l'appendice III.1.6.1 de l'annexe III.1 de l'ALÉCCR, délivrer, pour l'exportation de marchandises vers le pays en cause, un certificat énonçant la quantité précise des marchandises dont le transport est visé par le certificat et qui est susceptible, au moment de son importation dans ce pays, de bénéficier :

*Financial Administration Act**Loi sur la gestion des finances publiques*

Clause 20: New.

Article 20: Nouveau.

*Importation of Intoxicating Liquors Act**Loi sur l'importation des boissons enivrantes*

Clause 21: New.

Article 21: Nouveau.

Clause 22: New.

Article 22 : Nouveau.

Customs Act

Loi sur les douanes

Clause 23: New.

Article 23 : Nouveau.

Clause 24: Existing text of subsections 42.3(1) to (4):

Article 24 : Texte des paragraphes 42.3(1) à (4) :

42.3 (1) In this section, “customs administration” has the meaning assigned to that expression by Article 514 of NAFTA, Article E-14 of CCFTA or Article V.14 of CCRFTA, as the case may be.

42.3 (1) Au présent article, « administration douanière » s’entend, selon le cas, au sens de l’article 514 de l’ALÉNA, à celui de l’article E-14 de l’ALÉCC ou à celui de l’article V.14 de l’ALÉCCR.

(2) Subject to subsection (4), a redetermination or further redetermination of origin does not take effect until notice of it is given to the importer of the goods and any person who completed and signed a Certificate of Origin for the goods if the result of the redetermination or further redetermination of origin made under subsection 59(1) in respect of goods for which preferential tariff treatment under NAFTA, CCFTA or CCRFTA is claimed and that are the subject of a verification of origin under this Act is that

(2) Sous réserve du paragraphe (4), si, à la suite de la révision ou du réexamen, en application du paragraphe 59(1), de l’origine de marchandises qui font l’objet d’une demande visant l’obtention du traitement tarifaire préférentiel de l’ALÉNA, de celui de l’ALÉCC ou de celui de l’ALÉCCR et dont la vérification de l’origine est prévue par la présente loi, celles-ci ne peuvent pas bénéficier du traitement tarifaire préférentiel demandé pour le motif que le classement tarifaire ou la valeur d’une matière ou d’un matériel ou de plusieurs matières ou matériels utilisés pour la production de ces marchandises diffère du classement ou de la valeur correspondants de ces matières ou matériels dans le pays d’exportation — pays ALÉNA, Chili ou Costa Rica —, la prise d’effet de la révision ou du réexamen est subordonnée à leur notification à l’importateur et à l’auteur de tout certificat d’origine des marchandises.

(a) the goods are not eligible for that preferential tariff treatment on the basis of the tariff classification or value of one or more materials used in their production; and

(b) that tariff classification or value differs from the tariff classification or value applied to those materials by the NAFTA country from which the goods were exported, from Chile or from Costa Rica, as the case may be.

(3) A redetermination or further redetermination of origin referred to in subsection (2) shall not be applied to goods imported before the date on which the notice was given if the customs administration of the NAFTA country from which the goods were exported, of Chile or of Costa Rica, as the case may be, has, before that date,

(3) La révision ou le réexamen de l’origine visée au paragraphe (2) ne s’applique pas aux marchandises importées avant la date de la notification dans les cas où l’administration douanière du pays d’exportation a, avant cette date :

(a) given an advance ruling under Article 509 of NAFTA, Article E-09 of CCFTA or Article V.9 of CCRFTA, as the case may be, or given another ruling referred to in paragraph 12 of Article 506 of NAFTA, paragraph 12 of Article E-06 of CCFTA or paragraph 15 of Article V.6 of CCRFTA, as the case may be, on the tariff classification or value of the materials referred to in subsection (2); or

a) soit rendu une décision anticipée aux termes de l’article 509 de l’ALÉNA, de l’article E-09 de l’ALÉCC ou de l’article V.9 de l’ALÉCCR, selon le cas, ou une décision visée au paragraphe 12 de l’article 506 de l’ALÉNA, au paragraphe 12 de l’article E-06 de l’ALÉCC ou au paragraphe 15 de l’article V.6 de l’ALÉCCR, selon le cas, sur le classement tarifaire ou la valeur des matières ou matériels visés au paragraphe (2);

(b) given consistent treatment with respect to the tariff classification or value of the materials referred to in subsection (2) on their importation into the NAFTA country, Chile or Costa Rica, as the case may be.

b) soit effectué le classement tarifaire ou la détermination de la valeur des matières ou matériels visés au paragraphe (2) de manière uniforme au moment de leur importation dans ce pays.

(4) The date on which a redetermination or further redetermination of origin referred to in subsection (2) takes effect shall be postponed for a period not exceeding ninety days if the importer of the goods that are the subject of the redetermination or further redetermination or any person who completed and signed a Certificate of Origin for the goods establishes to the satisfaction of the Minister that the importer or the person, as the case may be, has relied in good faith, to the detriment of the importer or person, on the tariff classification or value applied to the materials referred to in that subsection by the customs administration of the NAFTA country from which the goods were exported, of Chile or of Costa Rica, as the case may be.

(4) La date de prise d’effet de la révision ou du réexamen de l’origine visé au paragraphe (2) est reportée pour une période maximale de quatre-vingt-dix jours, si le ministre est convaincu que l’importateur des marchandises ou l’auteur de tout certificat d’origine de celles-ci a démontré qu’il s’est fondé de bonne foi, à son détriment, sur le classement tarifaire ou la détermination de la valeur des matières ou matériels visés à ce paragraphe effectués par l’administration douanière du pays ALÉNA d’exportation des marchandises, du Chili ou du Costa Rica, selon le cas.

Canadian International Trade Tribunal Act

Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur

Clause 31: (1) Existing text of the definition:

Article 31 : (1) Texte de la définition :

“textile and apparel goods” means the textile and apparel goods set out in Appendix 1.1 of Annex 300-B of the Agreement, in Appendix 1.1 of Annex C-00-B of the CCFTA or in Appendix III.1.1.1 of Annex III.1 of the CCRFTA, as the case may be;

« produits textiles et vêtements » Les produits textiles et les vêtements qui figurent, selon le cas, à l’appendice 1.1 de l’annexe 300-B de l’Accord, à l’appendice 1.1 de l’annexe C-00-B de l’ALÉCC ou à l’appendice III.1.1.1 de l’annexe III.1 de l’ALÉCCR.

(2) New.

(2) Nouveau.

Clause 32: New.

Article 32: Nouveau.

Clause 33: New.

Article 33: Nouveau.

Clause 34: Existing text of section 21.1:

Article 34: Texte de l'article 21.1 :

21.1 In sections 23 to 30, “complaint” means a written complaint filed with the Tribunal under any of subsections 23(1) to (1.094) and, for the purposes of those sections, a complaint is properly documented if the Tribunal is satisfied that it contains or is accompanied by the information required by section 23.

21.1 Aux articles 23 à 30, « plainte » s’entend d’une plainte écrite déposée auprès du Tribunal en vertu de l’un des paragraphes 23(1) à (1.094). Le dossier est complet si le Tribunal est convaincu qu’il comprend les renseignements prévus à l’article 23.

Clause 35: New.

Article 35: Nouveau.

Clause 36: Relevant portion of subsection 25(2):

Article 36: Texte du paragraphe 25(2):

(2) Where the Tribunal determines under subsection (1) that a complaint is properly documented, it shall forthwith

(2) Dans le cas d’une décision positive, le Tribunal la notifie sans délai au plaignant ainsi qu’aux autres intéressés. S’il s’agit d’une plainte visée aux paragraphes 23(1.03), (1.06), (1.08), (1.09), (1.091) ou (1.092), il transmet au ministre une copie de la plainte, ainsi que les renseignements et documents pertinents à l’appui de celle-ci.

...

(c) in the case of a complaint filed under subsection 23(1.03), (1.06), (1.08), (1.09), (1.091) or (1.092), send to the Minister a copy of the complaint and the information examined by the Tribunal in making its determination.

Clause 37: Existing text of paragraph 26(1)(a):

Article 37: Texte du passage visé du paragraphe 26(1):

26. (1) Subject to subsections (4) to (7), the Tribunal shall, within thirty days after the day on which notice is given to a complainant that the complaint is properly documented, commence an inquiry into the complaint if it is satisfied

26. (1) Sous réserve des paragraphes (4) à (7), le Tribunal, dans les trente jours suivant la date de la notification au plaignant d’une décision positive, ouvre une enquête sur la plainte, s’il est convaincu :

(a) that the information provided by the complainant and any other information examined by the Tribunal disclose a reasonable indication that

a) que les renseignements et les documents fournis par le plaignant ou provenant d’autres sources indiquent de façon raisonnable :

Clause 38: Existing text of subsection 27(1):

Article 38: Texte du passage visé du paragraphe 27(1):

27. (1) The Tribunal shall, in an inquiry into a complaint, determine whether, having regard to any regulations made pursuant to paragraph 40(a),

27. (1) L’objet de l’enquête est de déterminer, eu égard aux règlements pris en application de l’alinéa 40a) :

Customs Tariff

Tarif des douanes

Clause 39: New.

Article 39: Nouveau.

Clause 40: Relevant portion of subsection 14(2):

Article 40: Texte du passage visé du paragraphe 14(2):

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, by order, amend the schedule to reduce a rate of customs duty on goods imported from a country, and to make consequential amendments,

(2) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier l’annexe pour réduire un taux applicable aux marchandises importées d’un pays et pour apporter des modifications corrélatives :

...

[...]

(c) by way of compensation for any action taken under any of the following provisions:

c) en compensation de toute mesure prise au titre de l’une des dispositions suivantes :

...

[...]

(xii) subsection 5(3), (3.2) or (4.1) of the *Export and Import Permits Act*.

(xii) les paragraphes 5(3), (3.2) ou (4.1) de la *Loi sur les licences d’exportation et d’importation*.

Clause 41: Relevant portion of paragraph 24(1)(b):

Article 41: Texte du passage visé du paragraphe 24(1):

24. (1) Unless otherwise provided in an order made under subsection (2) or otherwise specified in a tariff item, goods are entitled to a tariff treatment, other than the General Tariff, under this Act only if

24. (1) Sauf disposition contraire des décrets d’application du paragraphe (2) ou d’un numéro tarifaire, les marchandises bénéficient d’un traitement tarifaire prévu par la présente loi, à l’exception du tarif général, si les conditions suivantes sont réunies :

...

[...]

(b) the goods are entitled to that tariff treatment in accordance with regulations made under section 16 or an order made under any of the following provisions:

Clause 42: New.

Clause 43: New.

Clause 44: New.

Clause 45: Relevant portion of section 79:

79. An order made under any of the following provisions may provide that goods that are in transit to Canada at the time the order comes into force are entitled to the tariff treatment that was applicable to those goods immediately before that time:

Department of Human Resources and Skills Development Act

Clause 49: Existing text of subsection 19.1(1):

19.1 (1) All moneys received by Her Majesty as a result of a monetary assessment by a panel determination under any treaty respecting labour cooperation referred to in the schedule shall be paid into the Consolidated Revenue Fund and credited to a special account in the accounts of Canada to be known as the Labour Cooperation Treaties Account.

Clause 50: New.

b) elles bénéficient du traitement tarifaire accordé en conformité avec les règlements pris en vertu de l'article 16, ou avec les décrets ou arrêtés pris en vertu de l'une des dispositions suivantes :

Article 42 : Nouveau.

Article 43 : Nouveau.

Article 44 : Nouveau.

Article 45 : Texte du passage visé de l'article 79 :

79. Il peut être prévu, dans tout décret pris en vertu de l'une des dispositions ci-après, que les marchandises en transit à la date d'entrée en vigueur du décret bénéficient du traitement tarifaire applicable avant cette date :

Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences

Article 49 : Texte du paragraphe 19.1(1) :

19.1 (1) Les sommes reçues par Sa Majesté à titre de compensations monétaires versées par suite de la décision d'un groupe spécial rendue en vertu d'un traité sur le travail mentionné à l'annexe sont versées au Trésor et portées au crédit du compte spécial intitulé « compte sur les traités sur le travail », ouvert parmi les comptes du Canada.

Article 50 : Nouveau.

Available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:
Disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :
<http://www.parl.gc.ca>